



Henri Laborit
SOCIÉTÉ
INFORMATIONNELLE
IDÉES POUR L'AUTOGESTION

CHAPITRE I :

AUTOGESTION ET CROISSANCE

Si l'on demande de parler de l'autogestion à un biologiste, il faut s'attendre à ce qu'il en parle du point de vue particulier qui est le sien, surtout s'il s'intéresse à la biologie des comportements humains en situation sociale.

Pour cela il ne cherchera pas à définir au départ ce qu'est l'autogestion ou du moins ce qu'elle devrait être. Il tracera un tableau historique et biologique des activités humaines en tentant de découvrir les principes fondamentaux qui gouvernent leurs mécanismes. En essayant d'en découvrir les mécanismes, il en comprendra mieux les dangers et les imperfections. Ce faisant, il pourra peut-être parvenir à poser progressivement les bases de nouvelles conduites individuelles et sociales, et il n'est pas impossible alors qu'il débouche sur la notion *d'autogestion*. C'est en quelque sorte un chemin inverse de celui du politique qu'il va parcourir, puisqu'il ne partira pas de la notion hypothétique de l'autogestion pour tenter d'envisager les moyens d'y parvenir. Au contraire, constatant la faillite évidente des sociétés modernes à répondre aux désirs des hommes les plus informés, les plus inconscients, les plus mythiques, il cherchera à découvrir les facteurs comportementaux d'un tel état de chose, ses mécanismes les moins rationalisés, puis alors il imaginera les conditions hypothétiques capables de transformer les structures socio-économiques et de permettre l'évolution des sociétés humaines.

La technique pour obtenir ce changement n'est peut-être pas actuellement de son domaine. Il se limitera en quelque sorte à un diagnostic « étiologique » (celui des causes), à un diagnostic « symptomatologique » (celui des symptômes présents de la maladie sociale), à un pronostic concernant l'évolution de l'affection. Il essaiera enfin d'établir les règles générales du traitement sans pénétrer, répétons-le, dans le détail des moyens thérapeutiques à utiliser.

I. LA CROISSANCE, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Le rôle de la machine

Si nous en étions restés au paléolithique, nous ne parlerions sans doute pas de croissance. Il y a bien eu progrès dans la façon de tailler les silex, mais les sources de matière première et l'accumulation des déchets n'auraient vraisemblablement pas posé de problèmes fondamentaux à la survie de l'espèce. Cela veut dire que, s'il s'en pose un aujourd'hui, il résulte du fait que l'homme, transformateur de la matière inerte en produits plus élaborés, a trouvé les moyens d'utiliser plus de matière première, de donner naissance à plus de déchets, et entre-temps de transformer la matière brute en une quantité croissante de produits de son industrie. En d'autres termes, il a progressivement interposé, entre sa main et la matière, des outils de plus en plus complexes et efficaces, qui lui ont permis d'augmenter considérablement le rendement de son travail. En supposant que les hommes aient été hier aussi nombreux sur la planète qu'aujourd'hui, pour une même durée de travail humain, en l'absence de la machine, le problème de la croissance se serait posé tout autrement.

Recherche des causes de l'industrialisation

Pourquoi dans ces conditions l'homme a-t-il inventé les machines ? Certes pas pour diminuer la quantité de travail qu'il fournit, car il ne travaille sans doute pas sensiblement moins aujourd'hui qu'hier. On peut penser qu'au début ce fut essentiellement pour mieux se protéger de l'agressivité de sa niche

environnementale[1] d'une part, et pour mieux assouvir ses besoins fondamentaux d'autre part. C'est la motivation des sociétés dites de « pénurie ». C'est une motivation de survie immédiate. L'agriculture et l'élevage, la salaison et l'enlèvement lui permirent au début du néolithique de constituer des réserves au lieu de vivre au jour le jour. Le temps libre fut utilisé à établir une spécialisation progressive, et ce début du travail en miettes, qui s'est alors exprimé dans l'établissement de l'artisanat, fit apparaître une interdépendance de plus en plus grande de chaque individu à l'égard des autres appartenant à la même communauté.

Ce temps libre qui lui fut accordé par la constitution de réserves, il l'employa aussi à mieux connaître la structure de son environnement physique. C'est ainsi qu'au cours des siècles il construisit la physique, la thermo-dynamique. Mais depuis plusieurs années nous insistons sur le fait que la physique ne constitue pas toute « la Science ». Cette science-là débouche sur les techniques, la construction et la commande des machines, l'accroissement de la production, la société industrielle dite « de consommation ». Le refus, voire la haine de la science éprouvés par toute une partie de la jeunesse actuelle résultent sans doute du fait que cette jeunesse réduit le champ d'action de la science à celui de la matière inanimée. Or, comme il n'existe qu'un début des sciences des systèmes vivants, que les sciences dites humaines se sont limitées jusqu'ici au langage et au niveau d'organisation des rapports interhumains en ignorant les bases biologiques des comportements, qu'aucun essai de synthèse cohérent n'a encore été réellement tenté faute de documents expérimentaux recueillis aux niveaux d'organisation qui s'étagent de la molécule aux comportements individuels en situation sociale, on comprend cette affection récente des jeunes générations pour la phraséologie, l'irrationnel, le mythique, pour le globalisant contre l'analyse suivie de synthèse évolutive : on comprend la déstructuration de la logique par les drogues ; on comprend leur révolte contre une génération qui veut leur imposer un cadre socioculturel basé soi-disant sur une prétendue conscience réfléchie, mais en réalité sur une agressivité nécessaire à l'obtention des dominances au sein de hiérarchies qu'ils ne comprennent plus, suivant des critères de soumission qu'ils n'acceptent plus, pour une finalité qu'ils ne conçoivent plus.

Peut-être serait-il temps de dire à ces jeunes générations que le langage rationnel, en dehors des lois précises de la matière, n'a jamais exprimé autre chose que notre inconscient, c'est-à-dire nos désirs et nos automatismes socioculturels, et qu'elles ne font elles-mêmes que perpétuer cette insuffisance en se privant de la rigide cohérence des sciences exactes. Peut-être serait-il temps de leur dire qu'entre la magie trompeuse des mots et les sciences de la matière avec leur incidence technique entièrement utilisées par notre cerveau préhumain, il existe aussi une science naissante dont il est urgent de diffuser les bases, comme on a pu diffuser celles de l'arithmétique, indispensable aux civilisations mercantiles pour assurer leur comptabilité, et que cette science est celle du monde vivant. Nous verrons dans un instant ce que cette science est susceptible de nous apprendre concernant la croissance et ses causes.

Les causes de la croissance sont comportementales

En effet si la machine, issue du développement technique, lui-même conséquence de la connaissance des lois physiques, est un des « moyens » permettant d'assurer la croissance en objets de consommation, comme en biens collectifs, la machine n'est pas la « cause » de la croissance. La cause ne peut être que le comportement de l'homme le poussant à produire plus. La machine qui aboutit à l'automatisation du travail avec l'avènement de l'électronique et de l'informatique, n'a ni désirs, ni besoins, ni automatismes socioculturels. Elle ne fait qu'obéir aux désirs, aux besoins, aux automatismes socioculturels de l'homme qui la construit. Par contre, le travail en miettes qui est la conséquence de la généralisation de son emploi, occultant la signification du travail de l'individu, a sans doute une responsabilité dans la recherche par celui-ci d'une compensation dans la possession d'objets de plus en plus nombreux.

Indirectement ainsi, la machine peut intervenir comme « cause » de la croissance.

Mais la véritable « cause » fut au commencement, nous l'avons dit, la recherche d'une protection à l'égard du milieu et de la satisfaction des besoins fondamentaux. Or, ceux-ci sont en réalité assez restreints, puisqu'ils sont commandés par les pulsions hypothalamiques les plus primitives, la faim, la soif,

l'accouplement, et la nécessité d'assurer la protection contre les intempéries par le vêtement et l'habitat. Jusqu'à une époque encore récente il en fut bien ainsi pour la majorité des hommes. Ces pulsions primitives sont satisfaites aujourd'hui pour un grand nombre d'hommes des sociétés industrialisées. Elles ne le sont pas toujours pour un plus grand nombre encore dans les sociétés dites en voie de développement. Il est probable que ce dernier fait résulte en partie de l'appropriation des richesses planétaires par le premier groupe aux dépens du second qui n'intervient pas dans la croissance ou du moins n'en profite pas.

Le problème consiste donc à comprendre comment le mythe de la croissance pour la croissance, et non pas seulement pour la satisfaction des besoins fondamentaux, a pu s'instaurer, en occultant à ce point les motivations qu'il est pris pour base des comportements sociaux en pays industrialisés, et qu'il peut aujourd'hui être défendu comme une fin en soi, comme la finalité même de l'espèce humaine, en l'enrobant de notions affectivo-mystiques, telles que celle du bonheur, des besoins, du progrès, de la domination de l'homme sur la marâtre nature, quand ce n'est pas celle du génie de la race blanche, ou d'un régime idéologique particulier. Tout cela défendu par des discours parfaitement rationnels, à partir d'a-priori, de jugements de valeur tels que la promotion sociale, toujours envisagée comme un bien en soi, la libre concurrence, car dans un monde dit « libre » la concurrence l'est forcément aussi, la compétition internationale, le travail comme vertu, les guerres fournissant leur ration journalière de héros courageux, ou la défense des traditions et de la monnaie, etc.

Bien sûr, le passage du paléo- au néolithique s'étant effectué grâce à la possibilité d'accumuler des réserves qui permettent de faire face efficacement à la famine, il est probable que l'épargne dans son ensemble est un facteur de la croissance, mais elle ne peut être qu'un facteur secondaire. Produire plus, pour se réserver une marge de sécurité plus grande en cas de pénurie, constitue chez l'individu comme chez les groupes sociaux, une motivation qui eut sans doute son importance aux débuts du développement industriel. Mais les sociétés d'abondance, pour lesquelles la croissance est un but en soi, sont des sociétés non d'épargne mais de consommation. Ce ne peut donc être une recherche de la sécurité qui en constitue le principal facteur motivationnel.

Insuffisance causale de la recherche du bien-être par la consommation

La recherche du bien-être peut-elle représenter une cause ? Mais d'abord, qu'est-ce que le « bien-être » ? Notons qu'il s'agit d'un état relatif. Sa base est vraisemblablement physiologique et biologique. Cabanac a montré qu'un stimulus n'est pas plaisant ou déplaisant en lui-même, mais ressenti en fonction de son utilité en relation avec des signaux internes. Par exemple, quand on demande à un sujet placé dans un bain, de caractériser sur une échelle à cinq niveaux (très plaisant, plaisant, neutre, déplaisant, très déplaisant) la sensation qu'il éprouve s'il plonge la main dans un seau d'eau extérieur au bain, on constate qu'il trouve l'eau froide du seau très déplaisante s'il est placé dans un bain froid et très plaisante s'il est placé dans un bain très chaud. Tout se passe, au cours de nombreuses expériences de ce type, comme si la satiété modifiait la sensation de bien-être ou de plaisir jusqu'à l'inverser. C'est ce que Cabanac propose d'appeler « l'alliesthésie ».

Nous devons ajouter que le plaisir ou la souffrance dépendent aussi de l'entraînement, c'est-à-dire des possibilités accrues acquises par un organisme d'osciller autour de valeurs moyennes. L'entraînement permet de mieux supporter les écarts thermiques, les efforts musculaires rapides ou soutenus, par exemple, et recule l'apparition du déplaisir ou de la souffrance.

Il y a donc probablement une régulation en « tendance » provoquée par l'action de l'homme sur son milieu, aboutissant à en homéostasier[2] de mieux en mieux les caractéristiques physico-chimiques mais aboutissant à la perte progressive de l'entraînement aux variations de ces caractéristiques, rétrécissant d'autant la marge des écarts supportables entre lesquels le « bien-être » est conservé. Il en est ainsi pour l'air conditionné, l'ascenseur, les différents moyens de locomotion remplaçant la marche, etc. Il faut ajouter à cela le plaisir qui résulte des communications et des échanges d'informations plus rapides, des moyens d'hygiène améliorés. Nous retrouvons là une notion émise au début de ce travail, à savoir que l'invention de la machine, s'interposant entre la main et l'objet désiré pour en faciliter la production, diminue d'autant

l'énergie humaine nécessaire à cette production et, en conséquence, recule la limite où cette dépense énergétique devient désagréable. Mais si elle augmente l'efficacité des actions humaines sur la matière, elle rend aussi l'homme plus dépendant de la machine dans la proportion où son inadaptation au milieu non transformé, son désentraînement s'accroît.

Mais au fond la question n'est pas là. Si le « bien-être » résulte de la satisfaction des désirs fondamentaux, nous avons déjà signalé que l'industrie moderne n'est pas indispensable à la réalisation de cet assouvissement. Les besoins hypothalamiques n'exigent pas l'industrie moderne ni la croissance pour être satisfaits. Nos grands-parents, même dans la meilleure société bourgeoise, auraient été dans ce cas bien malheureux. Cette constatation implique que le bien-être est surtout fonction de l'apprentissage que l'on peut en faire. Le bien-être devient alors une notion socioculturelle. Si l'on avait demandé à un homme du paléolithique ce dont il avait le plus « besoin », il aurait sans doute répondu : « Un ours à chaque repas et un peu de feu pour le faire cuire. » Il n'aurait pas demandé une R. 16. En réalité, la notion de bien-être est intimement liée à la notion de besoins. Mais celle-ci, lorsque les besoins fondamentaux sont assurés, est forcément liée à la connaissance de ce que l'on peut désirer. Toute la publicité est fondée sur cette nécessité de faire connaître pour susciter le désir. On ne peut désirer ce que l'on ignore. Par contre, on peut désirer ce qu'un autre possède et que l'on ne possède pas. Surtout si la possession de l'objet permet de se situer dans un ordre hiérarchique et participe à l'établissement de la dominance. De sa possession résultent alors deux effets, l'assouvissement d'un besoin non fondamental, d'un désir appris, la réalisation d'un bien-être socio-culturellement créé, et la facilitation de l'obtention de ce bien-être par la facilitation de la dominance, dont nous allons voir dans un instant la signification bio-sociologique.

II. RÔLE DE LA DOMINANCE DANS L'ÉTABLISSEMENT DU BIEN-ÊTRE. INSTITUTIONALISATION DE L'AGRESSIVITÉ

Si l'on isole pendant quelques semaines un animal, il devient agressif, et cette agressivité peut se mesurer par la quantité de catécholamines et de leurs métabolites excrétés dans ses urines. S'il est replacé alors dans une situation sociale, son agressivité lui assure le plus souvent, mais non toujours, la dominance. En d'autres termes, pour satisfaire les pulsions instinctuelles qui chez l'animal se résument avant tout à manger, boire et copuler, en situation sociale la dominance est nécessaire. Sa dominance est donc nécessaire à l'obtention du bien-être et c'est ainsi que les hiérarchies animales semblent s'établir sur une base d'agressivité, agressivité qui disparaît quand la dominance, donc la pulsion instinctuelle, est satisfaite. Montagner a également montré que chez les enfants des crèches, avant l'établissement du langage, la dominance établie fait disparaître l'agressivité, et qu'elle s'établit sur un comportement gestuel qui fait penser à celui des chimpanzés. Delgado a montré de son côté, par stimulation amygdalienne, que l'agressivité est liée à un état de souffrance, de déplaisir, et qu'elle ne s'exerce dans ce cas que sur le subordonné, non sur le dominant. Le grooming (la recherche des puces) du dominant est l'acte général de soumission ; et le simulacre de l'acte sexuel sur un animal de même sexe, le geste primitif de la dominance. Si l'animal ne réussit pas à établir sa dominance, il est sujet à des troubles somatiques en rapport avec un turnover accéléré des monoamines biogènes dans son encéphale. Ces troubles peuvent aller jusqu'à l'ulcère gastrique du type de l'ulcère de contrainte, et il demeure agressif envers ceux qui sont moins bien placés que lui dans la hiérarchie.

On peut admettre que pour l'homme les phénomènes demeurent fondamentalement les mêmes, mais l'homme utilise un langage qui transmet les informations de génération en génération. Le langage écrit, mieux que le langage gestuel qui disparaît avec l'acteur, lui permet d'institutionnaliser les règles de la dominance. C'est ainsi que s'institutionnalisent les règles morales, éthiques, les préjugés, les jugements de valeur et les lois qui régissent le comportement des individus d'une société à une certaine époque. Il est certain que ce ne sont pas les dominés qui vont imposer leurs lois aux dominants. La « culture » d'une époque représente donc bien les règles auxquelles tout individu doit se soumettre à cette époque pour s'élever dans les hiérarchies et atteindre la dominance. Sans cette dominance, il ne peut espérer de

récompense, il ne peut espérer se faire plaisir, atteindre au « bien-être » biologique. Il ne s'agit donc plus d'assurer ses besoins fondamentaux, que les sociétés dites évoluées assurent tant bien que mal à tout individu à l'époque moderne, mais d'assurer sa « liberté d'action » qui est fonction de sa puissance au sein du groupe auquel il appartient. Quand on nous parle du « plein épanouissement » de l'homme, a-t-on songé que cette utopie est irréalisable dans le cadre d'une hiérarchie quelle qu'elle soit ? D'où l'explosion au sein de nos sociétés hautement hiérarchisées des maladies dites « psycho-somatiques », qui ne sont que l'expression somatique de conflits au sein du système nerveux central entre pulsions instinctuelles et interdits socioculturels, conflits qui ne peuvent se résoudre dans une action efficace, « assouvissante », sur le milieu, du fait de l'institutionnalisation par les dominants des règles de la dominance ?

Ce sont ces règles qui nous semblent être le facteur fondamental de l'apparition des sociétés industrielles et du mythe de la croissance, comme nous allons tenter de le montrer.

Croissance et domination

Aussi longtemps que la dominance s'est établie sur des critères tels que la force physique, ou que la sélection des chefs s'est réalisée sur certaines qualités guerrières, à des époques où le groupe social nécessitait, pour survivre à l'activité prédatrice d'autres groupes sociaux, un leader dans la personnalité duquel chacun pouvait s'identifier, la croissance avait peu de raisons de devenir galopante. Mais ce système hiérarchique, qui persista pendant des millénaires, basé sur la transmission héréditaire de la dominance et de ses privilèges, s'avéra insuffisant lorsque le développement du commerce concentra les richesses entre les mains de ce que l'on peut appeler la bourgeoisie, c'est-à-dire d'une classe ne possédant point les attributs de la classe aristocratique précédente mais possédant une puissance devenue plus grande, celle de la propriété privée des moyens de production. Il devenait insupportable, « déplaisant », à cette classe nouvelle de rester « soumise » à la dominance d'une classe qui ne paraissait plus indispensable à l'équilibre social. Rappelons que la notion d'indispensabilité à l'équilibre social est un critère qui, suivant Gérard Mendel, est nécessaire à la constitution d'une classe.

La Révolution française constitue à n'en pas douter l'expression de l'agressivité de cette classe soumise à une dominance devenue insupportable, parce que inutile. Les immortels principes de 1789, les droits de l'homme et du citoyen institutionnalisèrent les règles de la nouvelle dominance, les règles nécessaires à respecter pour devenir bourgeois. Tout petit Français peut, nous dit-on, espérer un jour devenir président de la République. Mais on oublie d'ajouter : s'il respecte les règles du jeu, les jugements de valeur institutionnalisés par la bourgeoisie, en particulier la propriété privée, dont celle des moyens de production. Dès lors, toutes les hiérarchies, bureaucratiques, militaires, académiques, professorales ou autres, n'existent qu'en fonction de la hiérarchie centrale, celle de l'argent. C'est lui qui donne la plus grande puissance et avant tout la seule puissance transmissible héréditairement. Bien sûr, les automatismes socio-culturels de la bourgeoisie, les signes de reconnaissance innombrables qui constituent la « bonne éducation » se transmettent plus facilement dès la naissance à celui qui naît en milieu bourgeois. Mais ces signes peuvent s'apprendre, même lorsqu'on vient d'un autre milieu. La seule chose qui puisse se transmettre directement et permettre sans effort la domination par héritage, c'est la propriété. Dès lors tout l'édifice social se soumet à elle. Toutes les hiérarchies s'inclinent devant celle-là, dont elles ne sont plus que les instruments. Or, dans un tel système pour accroître ses richesses, donc pour protéger sa puissance et sa domination, il faut vendre. Il faut s'approprier le travail des dominés, et grâce à la plus-value, accroître ce capital qui assure la dominance. Or, pour accroître ce capital il faut que les dominés produisent des richesses et que ces richesses soient « consommables ». En effet, les dominants par le capital ne sont pas assez nombreux aujourd'hui pour consommer suffisamment de richesses à eux seuls, il est nécessaire que l'ensemble de la population consomme, de façon à ce que le profit augmente et, en fonction du profit, la puissance.

C'est là selon nous que s'articule enfin le fond du problème de la croissance. On voit en effet comment progressivement, de la notion instinctuelle de satisfaction biologique qui en milieu social exige la dominance pour se réaliser, on passe de l'individu à la classe sociale, institutionnalisant les règles de la

dominance et des hiérarchies. On voit comment à partir du moment où la dominance exige la possession d'un capital, celui-ci ne peut s'obtenir que par l'accaparement de la plus-value, mais que son accroissement nécessite une production croissante de biens consommables et la participation à la consommation croissante des producteurs eux-mêmes. Comment dans ces conditions on focalise les désirs des dominés, des masses, sur la satisfaction par les biens et la propriété des objets, comment l'on tente d'apaiser leur agressivité (agressivité qui résulte nous l'avons dit de l'absence totale de pouvoir) par les hochets que sont les biens consommables. Nous sommes ainsi parvenus au type des sociétés contemporaines qui, ayant complètement et lentement occulté leurs motivations initiales, à savoir la recherche du plaisir individuel par la dominance, se sont aliénées entièrement au moyen utilisé pour l'obtenir, à savoir la production pour la production, au point de la considérer comme une finalité en soi et la seule façon de satisfaire aux besoins. Mais le seul besoin essentiel et qui, lui, n'est pas satisfait de façon générale, ce n'est pas la consommation, mais le pouvoir, car seul le pouvoir permet la satisfaction des besoins, sans cesse accrus par la connaissance que diffuse la publicité des moyens de les satisfaire.

III. LE PHÉNOMÈNE FONDAMENTAL DE LA RECHERCHE DU POUVOIR A L'ORIGINE DE LA CROISSANCE

Ce que nous venons d'avancer nous semble trouver des preuves nombreuses dans l'évolution même des sociétés contemporaines. Alors que jusqu'ici c'était la possession du capital qui permettait d'assurer la dominance, du fait même de l'occultation de ce facteur causal et de l'importance prise par le moyen d'y parvenir, à savoir la production, une nouvelle classe sociale tend à prendre le pouvoir aux capitalistes, ce sont les technocrates de toutes sortes. Indispensables à la production des marchandises, ils ont pris récemment conscience de leur puissance et acceptent de moins en moins la domination du « capitaliste » qui paraît devenir inutile. En réalité, les grandes familles capitalistes sont de moins en moins nombreuses, et c'est la gestion du capital, de plus en plus internationalisé, de plus en plus dispersé entre les mains de propriétaires plus nombreux, plus que sa possession, qui devient le moyen d'accéder à la dominance. La preuve est là que la recherche de la dominance du « pouvoir » est bien la motivation fondamentale de l'homme, puisque dès lors qu'il n'est plus besoin pour l'assurer de posséder un capital, lorsque le bien-être « matériel » s'avère suffisant, c'est la gestion du capital, la décision concernant l'orientation de son emploi, des investissements, la connaissance des techniques de fabrication des objets permettant l'accroissement du capital que tente de s'approprier le dominant contemporain.

Ce nouveau moyen d'établir la dominance change sans doute assez profondément les règles de son obtention et les systèmes hiérarchiques. Mais il ne change en rien ce autour de quoi il tourne : la production de biens consommables. Si cette dernière cessait d'être la finalité de toute activité humaine pour notre civilisation contemporaine, toutes les hiérarchies existantes s'évanouiraient. Même les hommes politiques, qui conservent sans doute encore l'illusion de détenir un certain pouvoir, ne sont que des marionnettes entre les mains d'un monstre sans visage : la production pour la production, certains diront : le capital. Mais celui-ci n'est plus qu'un outil de moins en moins personnel pour assurer la dominance.

Si l'on a bien voulu suivre notre raisonnement, on conçoit la difficulté qu'il y a apparemment à ordonner autour d'un axe biologique commun, qui est la recherche de la dominance, la multitude des processus secondaires, amélioration des conditions de vie des dominés, participation de plus en plus grande de ceux-ci au produit matériel de leur travail, impersonnalisation progressive du capital, importance croissante de l'emprise de la technocratie aveugle et de la bureaucratie, puisque cet axe commun n'est jamais invoqué. Il est même, consciemment ou inconsciemment, camouflé sous une phraséologie trompeuse : plein épanouissement des personnalités humaines, participation aux bénéfices (non au pouvoir), liberté, égalité des chances... à devenir bourgeois, c'est-à-dire participant à la propriété du capital, alors même que le plaisir et la récompense tendent à passer de la possession à la décision.

Mais, comme nous l'avons invoqué déjà dans « L'homme imaginant », quelle est donc cette décision, quel est ce pouvoir qui ne peuvent décider autre chose que du meilleur moyen de faire un peu plus de marchandises, pour faire un peu plus de profit, de façon à accroître les investissements qui permettront

d'accroître la production de marchandises, donc le profit, etc.

Le drame enfin résulte de ce que ce comportement humain animé par ce que nous n'aurons plus aucune hésitation à dénommer un « mythe », la production, ne règle pas seulement les rapports interindividuels mais aussi ceux des groupes sociaux, les plus forts, les plus productifs en biens de consommation engloutissant les plus faibles, et à un échelon d'organisation supérieur les nations, et même les groupes de nations, les « blocs » qui entrent en compétition sur leur productivité.

Les conséquences

On sait que les écologistes ont, depuis quelque temps, attiré l'attention sur la destruction accélérée par l'homme de la biosphère. Nous pensons qu'il est possible de résumer tout le problème écologique dans son infinie complexité de la manière suivante : la biosphère est la conséquence de la transformation par les systèmes vivants de l'énergie photonique[3] solaire. Sur le plan énergétique, toute l'évolution des espèces résulte de la transformation de cette énergie photonique en énergie chimique dans des systèmes de plus en plus complexes jusqu'à l'homme. Celui-ci ne peut, en ouvrant la bouche, se nourrir de photons solaires. Il a besoin de toutes les formes vivantes pour y parvenir, depuis les plantes photo-synthétiques et le plancton marin, en passant par les bactéries qui recyclent les matières organiques, de nombreux insectes et des mammifères. Les rapports de ces multiples formes vivantes entre elles constituent les écosystèmes dont les équilibres fragiles commencent à peine à être entrevus. Le bénéfice d'une production industrielle accrue n'est souvent ainsi qu'un bénéfice à court terme et un drame à longue échéance, si cette production détruit maladroitement ces équilibres et perturbe une étape de la transformation, indispensable à l'homme, de l'énergie photonique solaire en énergie chimique qu'il doit utiliser pour s'alimenter.

D'autres conséquences de la croissance ont été également invoquées : épuisement des ressources énergétiques, accumulation accélérée de déchets non recyclables dans les grands cycles de la matière.

C'est ainsi que la recherche de la dominance à travers les mythes de la production de biens consommables, exigeant aussi de fortes concentrations humaines au sein des mégalopoles modernes, polluant au profit surtout des dominants (puisque c'est la recherche de la dominance qui en est la motivation) des biens collectifs, comme l'air, l'eau, l'espace bâti et l'espace sonore, de même que les rapports interhumains sous toutes leurs formes, arrive aujourd'hui à constituer une réelle menace pour l'espèce humaine tout entière.

IV. CLASSES ET HIÉRARCHIES : QUELQUES HYPOTHÈSES

Le cerveau de l'homme est construit de telle sorte que son fonctionnement s'appuie sur les schèmes cérébraux dont les autres espèces ont fait antérieurement l'expérience, schèmes qu'il intègre et qu'il transforme. Il est donc vrai que les motivations primitives lui sont toujours indispensables. Des individus non motivés ne seraient guère plus que des robots, automatisés et incapables d'utiliser les régions essentiellement humaines de leur cerveau : les zones associatives du cortex orbito-frontal permettant la création imaginative. Une classe dominante n'aurait pas de chance évidemment de s'établir, car aucun individu ne serait motivé à chercher la dominance, c'est-à-dire à « se faire plaisir », à chercher la récompense de son comportement. Ce serait la fin de l'évolution humaine. Mais, notons bien que le maintien des règles institutionnalisées par les dominants aboutit aussi à l'arrêt de l'évolution, la motivation dans ce cas étant l'élévation dans un système hiérarchique pour atteindre la dominance et non point la contestation, donc la possibilité de transformation, voire de l'évolution des rapports interindividuels.

Toute structure vivante, et en cela les structures sociales sont bien vivantes, tend à maintenir sa structure dans un environnement moins organisé. Les structures sociales ayant toujours jusqu'ici compris des dominants et des dominés, il est normal que les dominants soient motivés par le désir de maintenir leur

dominance. Mais dans le même temps les dominés tentent d'établir la leur, c'est-à-dire d'entrer dans la classe des dominants. Par là l'évolution, ou du moins une certaine évolution, est possible. Nous verrons que ce n'est pas ce type d'évolution qui paraît souhaitable puisqu'il s'inscrit toujours dans un cadre hiérarchique lui-même conservé, dont les échelles sont dépendantes de la production des marchandises.

Puisque nous ne pouvons nous passer de la recherche du plaisir, que nous savons exprimer le maintien de notre structure biologique, du moins pouvons-nous tenter d'imaginer comment obtenir la satisfaction sans passer par le truchement des dominances et l'établissement des hiérarchies.

Une expérience isolée mérite d'être rapportée. Je vais chaque année passer quelques jours avec des amis psychiatres qui vivent une psychiatrie institutionnelle, dans un cadre isolé au milieu des bois au centre de la France. Il n'est pas dans mes intentions de parler ici de la thérapie institutionnelle en psychiatrie. C'est plutôt de leur expérience sociologique déjà ancienne (elle a plus de dix-sept ans) dont je voudrais faire état. La voici. Les pensionnaires à leur arrivée à l'institution sont placés dans un groupe d'une quinzaine de personnes comprenant un psychiatre et quelques moniteurs, lesquels sont souvent d'anciens malades. Chaque groupe a une « tâche » à assurer, une activité productrice en quelque sorte. Or, les médecins qui ont créé cette clinique ont très tôt remarqué que lorsqu'un groupe parvenait à remplir sa tâche parfaitement (jardinage, élevage, cuisine, administration, etc.), que sa « production » atteignait un niveau élevé, il fallait détruire la structure du groupe en déplaçant certains de ses éléments, en les échangeant avec ceux d'un autre groupe. D'une part en effet, un groupe aussi efficace dans sa tâche constitue pour les autres groupes soit un objet de jalousie, soit une cause de dépression par complexe d'infériorité ; il constitue en quelque sorte un objectif à imiter, à dépasser ou à détruire, mais un objectif extérieur aux autres groupes.

D'autre part, à l'intérieur du groupe lui-même, la finalité devenait unique et dévorante, la production aux dépens des relations interindividuelles, relations qui sont à la base même de la thérapie institutionnelle. En conséquence, les progrès thérapeutiques étaient ralentis ou stoppés. Il faut penser que cet exemple est pris dans un isolat, mais que nous sommes tous sans doute dans une institution à l'échelle de la planète et que l'espèce humaine prenant un objectif en dehors d'elle-même, la production pour la production, a bien montré aussi son incapacité à résoudre les problèmes qui lui étaient posés.

Ceci dit, nous voudrions aussi rappeler la récente hypothèse de Gérard Mendel qui tente de son côté une socio-psychanalyse et qui insiste sur la notion de classe, au sens large du terme, ainsi que sur la lutte de ces classes pour acquérir et maintenir leur pouvoir. Il prend l'exemple de l'enseignement où l'enseigné constitue bien une classe parce qu'indispensable, mais une classe jusqu'ici sans pouvoir. Les enseignants constituent bien ensemble aussi une classe, mais ils se « satisfont » généralement d'une régression au comportement psycho-familial en se limitant à jouer le rôle du père à l'égard de leurs élèves, rôle favorisé bien souvent d'ailleurs par les élèves eux-mêmes qui, inconscients de constituer une classe, cherchent la sécurisation dans le maintien de la dominance du père protecteur que représente l'enseignant. Celui-ci, s'il a conscience de sa classe, peut défendre efficacement avec les autres enseignants son pouvoir de classe à l'égard de la bureaucratie institutionnelle et du ministère, mais bien souvent également inconscient il cherche à se sécuriser en acceptant le pouvoir de ces derniers grâce à une régression au stade psycho-familial, dans lequel il se complaît. Il s'agit donc d'une hiérarchie paternaliste. Nous pouvons peut-être résumer l'idée de Gérard Mendel en disant que la notion d'individu et d'individualisme, toujours favorisée par les dominants, car il faut diviser pour régner, empêche la prise de conscience de classe qui permettrait une meilleure organisation des rapports humains en supprimant les hiérarchies et en rétablissant cette dignité de l'individu dont on nous parle si souvent et qui ne peut se réaliser que par l'union « fonctionnelle » avec les autres. Cette angoisse constante qui domine la vie de chaque homme depuis qu'il a réalisé son schéma corporel et dont nous avons tenté récemment de définir et de préciser les mécanismes biologiques et physiologiques[4] principaux, il essaie, depuis l'origine du néolithique sans doute, de la résoudre dans la fusion au groupe. Mais le groupe, par un retour curieux des choses, tente de la résorber dans l'identification avec un leader, un homme providentiel, représentatif du groupe, père juste, bon ou sévère, mais protecteur. Ce leader peut d'ailleurs être une institution, s'appuyant sur des traditions anciennes et de ce fait forcément « bonnes ».

Sous sa dominance, comme chez les chimpanzés, s'établissent les hiérarchies, tout l'état-major du régiment se satisfaisant de sa dominance « graduelle » établie sous la protection du père de ce régiment, le colonel. Ne serait-il pas temps d'abandonner ce comportement primitif des structures de groupes, ce plan

patriarcal, pour déboucher sur cette structure de classe dont parle Gérard Mendel et qui donne à chaque classe suivant sa fonction, non une place hiérarchique, mais une partie compétitive du pouvoir. Ce qui manque encore à l'homme moderne, ce n'est pas le bien-être matériel le plus souvent, mais l'exercice du pouvoir, et cet exercice ne peut être conçu en tant que pouvoir individuel mais en tant que pouvoir de classe, lié à une fonction. Tout homme isolé s'inscrit obligatoirement dans une hiérarchie et à l'intérieur de celle-ci adopte un comportement paternaliste et dominateur à l'égard de ses « subordonnés » et un comportement soumis et infantile à l'égard de ses « supérieurs ». On conçoit la solidité du système puisque, à quelque échelon de la hiérarchie où un individu se trouve placé, il trouvera toujours un plus petit que lui pour le paternaliser et un plus grand pour s'infantiliser. Alors qu'un groupe quel qu'il soit peut, à partir du moment où sa fonction s'avère indispensable, parler d'égal à égal avec le groupe antérieurement dominant et trouve sa dominance contestée par le groupe antérieurement dominé. Mais on conçoit également qu'une telle conception fait éclater la vieille notion de classes sociales ; inadaptée aux faits socio-économiques contemporains elle a été incapable de faire sauter le cadenas des hiérarchies, hiérarchies de valeurs et hiérarchies de salaires. Je ne sais si Gérard Mendel serait d'accord avec cette interprétation que je suis en train de faire de sa pensée, du moins est-ce ainsi que je l'ai comprise.

V. POUVOIR DE CLASSE ET SYNDICATS

On pourrait croire que les syndicats ont tenté de défendre le pouvoir de classe. En réalité, si leur rôle a été considérable et efficace dans la défense d'un certain pouvoir qui est le pouvoir d'achat et l'amélioration des conditions de travail, par contre les syndicats n'ont absolument pas influencé le pouvoir que nous pouvons appeler politique, celui de la décision au sein des entreprises. La preuve est faite que c'est pourtant là le véritable pouvoir, car si le patronat a accepté progressivement l'amélioration de la condition ouvrière, qui était d'ailleurs indispensable à l'accroissement du profit, il s'est généralement refusé et se refuse encore à voir son pouvoir de décision partagé, soit par les cadres, soit par les ouvriers. Il semble donc que le problème qui nous occupe, à savoir celui de la croissance, est bien basé au départ sur la recherche de la dominance, même si celle-ci est de moins en moins réalisée par la possession du capital. On est même ainsi conduit à se poser la question de savoir si, compte tenu de syndicats actifs et efficaces, un tel capitalisme assurant la « croissance et l'expansion » n'est pas mieux à même qu'un régime bureaucratique d'assurer un bien-être matériel moyen aux classes laborieuses, du fait de l'accroissement insensé et obligatoire des biens de consommation qu'il assure. Par contre un tel système, même équilibré par des syndicats puissants et efficaces, n'améliore en rien pour les dites classes laborieuses leur pouvoir de décision, ou du moins, comme nous l'avons déjà laissé entendre, de ce que l'on pense être un pouvoir de décision. En effet, il ne s'agit peut-être pas pour les classes dominées de remplacer les classes dominantes dans la décision de toujours faire plus de marchandises pour accroître le profit et les investissements, ce qui semble en réalité parfaitement bien réalisé sans leur participation. Il ne s'agit pas même sans doute, d'améliorer encore les conditions de travail, les loisirs et les salaires aux dépens de ces investissements et de la croissance, à moins d'en arriver au point où ces revendications seront capables de stopper la croissance en supprimant la motivation fondamentale du profit pour la dominance ainsi que les investissements pour accroître la production, donc le profit. La « décision » en définitive aboutirait à choisir entre la production et la possession d'un nombre croissant d'objets de consommation d'une part, ou d'autre part un type de vie laissant suffisamment d'heures libres par jour pour accroître les connaissances que chacun doit posséder des relations interhumaines sous toutes leurs formes : biologiques, psychologiques, sociologiques, économiques, politiques. Ce deuxième type de vie, c'est évident, réduirait considérablement la production, ou du moins stopperait la croissance et l'expansion. Il aboutirait à l'état si redouté des économistes et des hommes politiques, la stagnation. Mais dans une stagnation concernant la production de biens de consommation, pourrait s'épanouir un véritable « miracle », non plus économique, mais humain. La question serait alors clairement posée de savoir si la finalité de l'espèce humaine sur la planète est de faire toujours plus de marchandises, ou de mieux connaître le monde inanimé et le monde vivant, y compris le monde humain. Pour la première fois ce problème ne serait plus abandonné à quelques

philosophes, mais posé à l'ensemble des hommes, avec suffisamment d'informations non dirigées pour pouvoir le résoudre. La première conséquence, évidemment, serait la brusque disparition des hiérarchies de valeur.

CHAPITRE II :

HIÉRARCHIE DE VALEUR ET HIÉRARCHIE DE FONCTION ET DE COMPLEXITÉ

Il y a déjà un certain temps que nous insistons sur la différence entre hiérarchie de valeur et hiérarchie de fonction ou de complexité. Les systèmes vivants nous permettent d'observer dans leur organisation des hiérarchies de fonction et de complexité, mais non de valeur. C'est l'homme qui parle d'organes nobles et de ceux qui ne le sont pas. Un organisme peut vivre sans cortex cérébral[1], organe dit noble, mais pas sans foie, organe que l'on a tendance à considérer comme roturier. Cela ne rappelle-t-il pas la notion d'indispensabilité d'une classe dont parle Gérard Mendel, et qui fait son « pouvoir » politique ? Les structures d'un organisme se contentent d'être et d'agir efficacement. Elles ignorent le bien, le mal, le beau, le laid, jugements de valeur qui n'ont de valeur que pour la survie de groupes sociaux particuliers à une époque particulière, mais généralement pas pour l'individu ou pour l'espèce. Un système nerveux est en effet situé au faîte des hiérarchies de complexité, mais il ne « commande » pas : il se contente d'être un lieu de passage entre le milieu et la réaction d'un organisme à ce milieu, entre le « stimulus » et la « réponse ». Rien ne naît en lui ex nihilo. Tout lui vient de l'extérieur de lui-même, excepté sa structure génétique qu'il ne lui appartient pas de composer. La recherche de l'équilibre biologique, de la satisfaction, de la récompense, de ce que l'on peut appeler le plaisir, reste toujours la finalité fondamentale d'un organisme, qui l'assure par son action sur l'environnement. Ainsi, il assure en réalité sa survie dans un environnement aux caractéristiques physico-chimiques moins bien régulées que les siennes.

Or, à cet équilibre concourent tous les organes, tous les systèmes, toutes les cellules, toutes les molécules d'un organisme. Le système nerveux ne fait pas plus que d'exprimer leur volonté commune de ne pas souffrir, en assurant la motricité de l'organisme à l'égard de l'environnement, en permettant à l'organisme d'agir sur ce dernier de telle façon que cet équilibre biologique soit conservé. Le système nerveux n'est que l'exécutant des décisions homéostatiques de l'ensemble de l'organisme.

Cette simple notion, difficile à accepter pour beaucoup, nous conduit loin du libre arbitre. Nous parvenons ainsi à cette notion que si « la croissance économique » continue, comme de nombreux faits permettent dès aujourd'hui de l'affirmer, mène l'espèce humaine à sa perte, et si comme la simple logique permettrait de le prévoir elle s'avère impossible car, dans une biosphère d'étendue limitée, le nombre des hommes et les produits de leur industrie sont forcément limités eux aussi, une régulation en constance, une croissance zéro, doit survenir. Il ne s'agit pas de revenir au paléolithique, mais d'éviter justement d'y retourner. Il est facile aussi de comprendre qu'une autre finalité doit être trouvée pour l'espèce. Les populations qui en sont encore à assurer leur survie de façon précaire, sociétés de pénurie, bénéficieront sans doute grandement de cet arrêt de la croissance, croissance qui s'établit en grande partie à leurs dépens. Mais celles qui en sont au stade de l'abondance devraient dès lors poursuivre un autre objectif que l'expansion à tout prix. Or, nous croyons sincèrement que la notion d'expansion résulte de la recherche de la dominance des individus, des groupes sociaux, des nations, des « blocs » les uns par rapport aux autres. D'où les hiérarchies de toutes sortes, interindividuelles, intergroupes, internationales, etc.

Mais à l'heure actuelle, dès qu'un être organisé, individu, groupe, nation, freine sa croissance économique, son élévation hiérarchique, il se trouve immédiatement dominé par ceux qui ne l'ont pas freinée, ceux qui cherchent toujours la puissance et la domination pour trouver ce qu'ils appellent le bonheur, à moins qu'il ne se retranche derrière un rideau de fer. A l'échelon d'organisation des nations, celles qui se sont retranchées temporairement derrière un tel rideau n'ont eu pour objectif que de rattraper leur retard sur le plan économique. Lorsque celui-ci est devenu « compétitif », le rideau s'est abaissé. Mais il semble que ce ne soit que pour entrer en compétition dans la recherche de la puissance et de la fabrication des objets. Les hiérarchies n'ont pas disparu, elles sont même devenues souvent plus accablantes. Le pouvoir de l'individu ou des classes sociales, des classes « fonctionnelles », ne s'est pas accru, bien au

contraire. La propriété privée des moyens de production s'est étatisée, sans que la généralisation du pouvoir et de la connaissance se réalise pour autant.

I. SOCIÉTÉS THERMODYNAMIQUES ET SOCIÉTÉS INFORMATIONNELLES

C'est pourquoi nous avons proposé d'appeler les sociétés modernes, quelle qu'en soit la dénomination politique, « sociétés thermodynamiques »[2] pour les opposer à ce que pourrait être une « société informationnelle ». Nous prendrons comme exemple, pour mieux faire comprendre la différence entre information et thermodynamique, celui d'un message télégraphique destiné à être adressé de la part d'un expéditeur situé à Paris à un destinataire situé à Marseille. Si les lettres qui composent le message télégraphique sont réunies séparément dans un chapeau, secouées, et adressées au hasard de leur tirage du chapeau, il y a peu de chance qu'elles constituent une information pour le destinataire. Cependant, sur le plan thermodynamique, c'est-à-dire celui de l'énergie nécessaire à transmettre par télégraphe un nombre de lettres donné, aucune différence n'existe entre le message télégraphique informatif, mis en forme, support d'information, du premier cas, et la suite de lettres en désordre du second cas, dont toute « information » est absente. L'information exige un support énergétique pour être transmise, mais elle n'est qu'information, elle n'est ni masse, ni énergie. Elle représente la « structure », c'est-à-dire l'ensemble des relations existant entre les éléments d'un ensemble, qui peuvent être, ces éléments, masse ou énergie.

Quand un homme transforme la matière inanimée en un produit de son industrie, à côté de la dépense énergétique que doit fournir la force de travail qu'il représente il y a l'information qu'il apporte en établissant de nouveaux rapports entre les éléments de la matière inanimée qu'il manipule et dont il fera outils, machines ou produits consommables de son travail, en leur donnant une « forme ». Là réside sans doute la difficulté fréquente qu'a rencontrée le marxisme à réunir les « intellectuels » et les « travailleurs

». Elle réside dans le rapport variable existant dans le travail humain entre information et thermodynamique et dans la difficulté qu'il y avait à mesurer l'information, car la théorie de l'information date du mémoire de Shannon en 1948, alors que l'énergie libérée peut être mesurée précisément. Le travail de l'âne tournant autour d'une noria pour élever l'eau d'un puits, par exemple, se fait et se mesure du point de vue thermodynamique par la quantité d'avoine nécessaire à sa nourriture équilibrée. Mais le génie du premier homme imaginant le système permettant d'utiliser par la noria l'énergie de l'âne, ne se mesure pas. Son appréciation par un groupe humain dépendra toujours d'ailleurs des jugements de valeur, des besoins, des préjugés d'une époque, et trouvera son expression la plus complexe dans l'oeuvre d'art ou la création scientifique fondamentale et non appliquée. Pendant longtemps on a jugé l'homme social sur sa productivité en marchandises. On a considéré que ce qui le caractérisait, c'était la transformation par sa main, puis avec l'aide des outils, de la matière en produits « manufacturés », puis industrialisés. Sa force de travail a été achetée ou vendue sur le plan strictement thermodynamique. Le problème de la valeur par le travail est devenue plus difficile à résoudre lorsque la machine a fait l'effort énergétique longtemps dévolu à l'homme. L'épuisement nerveux qui résulte des cadences actuellement imposées à l'ouvrier est difficile à évaluer qualitativement et c'est la « qualification » qui se paie. C'est au fond la quantité d'information déposée dans son système nerveux par l'apprentissage qui est rémunérée. La machine fait de plus en plus la partie énergétique de la production, et l'homme, de plus en plus, se réserve la part informationnelle. On peut même imaginer un avenir où tout le travail sera réservé aux machines grâce à l'automatisation, et l'information à l'homme, tant pour la construction des machines et leur contrôle que pour les progrès scientifiques fondamentaux qui seront à l'origine de leur constante amélioration. Il est probable qu'au sein d'une telle évolution, dans le cadre hiérarchique existant actuellement, le « pouvoir » et la dominance seraient toujours répartis suivant la quantité d'information fournie par l'individu grâce à son imagination créatrice, ou restituée par lui du fait de l'apprentissage. Il vaut mieux, du point de vue hiérarchique, sortir de Polytechnique que des Arts et Métiers, être ingénieur que technicien. A supposer qu'une telle structure sociale puisse répartir équitablement la production industrielle, à supposer même qu'elle puisse le faire sans distinction hiérarchique, la répartition du pouvoir et la dominance n'en seront

pas transformées pour autant. Or il est bon, encore une fois, de rappeler que dans un organisme existe une hiérarchie de fonctions et de complexité, que l'on peut rapprocher des classes sociales suivant G. Mendel, dont nous parlions plus haut, mais pas une hiérarchie de valeur. Le terme de hiérarchie devrait même dans ce cas être abandonné, car difficile à débarrasser de tout jugement de valeur, et être remplacé par celui de niveaux d'organisation, c'est-à-dire niveaux de complexité : niveau moléculaire (à rapprocher du niveau individuel), niveau cellulaire (à rapprocher du niveau du groupe social), niveau des organes (à rapprocher du niveau des classes sociales telles que nous les avons décrites précédemment), niveau des systèmes (nations), niveau de l'organisme entier (espèces). Chaque niveau n'a pas à détenir un « pouvoir » sur l'autre, mais à s'associer à lui pour que fonctionne harmonieusement l'ensemble par rapport à l'environnement. Mais, pour que chaque niveau d'organisation puisse s'intégrer fonctionnellement à l'ensemble, il faut qu'il soit informé de la finalité de l'ensemble, et qui plus est, nous l'avons vu, qu'il puisse participer au choix de cette finalité. Quand nous parlons de choix, il ne s'agit pas de l'expression d'un libre arbitre. Il s'agit, pour un organisme, de l'action spécifique en réponse à une stimulation donnée, capable de maintenir l'équilibre homéostatique par rapport à l'environnement, c'est-à-dire sa structure organique dont le maintien s'exprime par le plaisir, la récompense. Pour un organisme social, il s'agit donc de diffuser l'information à tous les membres qui le constituent, quelles que soient leurs fonctions.

Mais quand nous parlons de sociétés informationnelles il ne s'agit pas de l'information spécialisée permettant à l'individu de transformer efficacement la matière inanimée, il ne s'agit pas de l'information fournie par l'apprentissage manuel ou conceptuel, mais bien d'une information beaucoup plus vaste, concernant sa signification en tant qu'individu au sein de la collectivité humaine. La première ne peut lui fournir qu'un pouvoir spécialisé au sein d'une hiérarchie, mais lui interdit de participer au pouvoir

« politique ». La seconde au contraire lui permet de s'inscrire dans une classe fonctionnelle et de prendre part aux décisions de l'ensemble organique car « pouvoir, c'est savoir ». Sur le plan politique, c'est-à-dire sur celui de la signification du travail de chacun intégré dans un ensemble, sur la finalité de cet ensemble et sur la finalité dans les ensembles de complexité supérieure qui l'englobent, un ingénieur hautement spécialisé n'a souvent pas plus de connaissances qu'un O.S., bien qu'elles soient le plus souvent différentes car dictées par les jugements de valeur et les préjugés de sa classe nécessaires au maintien de sa dominance hiérarchique. Ainsi malheureusement l'information spécialisée est le plus souvent à la base du pouvoir politique, car elle est d'abord à la base des hiérarchies, alors qu'elle est incapable, du fait de sa spécialisation, d'éclairer le pouvoir politique.

II. INFORMATION, ENSEIGNEMENT, ÉDUCATION

On voit maintenant ce que nous entendons par information spécialisée, nécessaire à un travail technique, et information généralisée nécessaire à tout homme pour vivre en homme et non en chimpanzé. Ce terme d'information devrait remplacer celui d'enseignement dans tout ce qui n'est pas connaissance technique. C'est même l'information généralisée qui lui permettra d'inclure les connaissances spécialisées dans la signification de l'individu au monde. Mais même dans le cas de l'enseignement, c'est-à-dire de l'information spécialisée, l'enseignant ne doit pas faire autre chose qu'informer. Il ne doit pas « imposer » une connaissance parce que reconnue comme une vérité à une certaine époque de l'évolution des sciences et des techniques, sous peine de stériliser l'imagination et la créativité des enseignés. Évidemment, se croire détenteur d'une vérité permet d'asseoir son ascendant hiérarchique à l'égard de ceux à qui on l'enseigne ; ce faisant, comme l'indique fort justement Gérard Mendel, l'enseignant régresse au stade psycho-familial du père tout-puissant, sage et protecteur, et il infantilise les enseignés. Il se fait ainsi plaisir mais se prive de l'enrichissement que peuvent lui apporter les enseignés et prive ceux-ci de leur pouvoir, c'est-à-dire de leur esprit critique et de la possibilité de contrôler la valeur de la prétendue vérité en la situant dans un autre contexte plus général, infiniment varié, aux sources existentielles multiples, qui est le leur.

Enfin, une génération n'a pas le droit de penser que l'évolution des sciences et des techniques s'arrêtera avec elle, et elle doit insister avant tout sur leur relativité. Bien sûr, l'effort est d'autant plus difficile que l'enseigné recherche toujours des certitudes sécurisantes et se trouve reconnaissant, donc soumis, si on les lui donne. L'essentiel cependant nous paraît être de le motiver, et non pas de le motiver à recevoir un diplôme assurant qu'il a correctement ingurgité son programme et qu'il est capable de le vomir à un

examen, cette comparaison gastro-intestinale étant choisie pour mettre l'accent sur le caractère indigeste le plus souvent des programmes et pour insister sur le fait que, favorisant la mémoire, il ne favorise pas fréquemment la créativité, la construction de nouvelles structures. Or, le motiver c'est le motiver à la création de ces nouvelles structures. Nous verrons que cette motivation déborde largement, à notre sens, les rapports entre enseignants et enseignés.

Si c'est cela l'enseignement, on se rend compte que le plus souvent aujourd'hui c'est une « éducation » qui est fournie, mot affreux qui rappelle le dressage d'un cheval par son cavalier, l'enseigné étant la plus belle conquête de l'enseignant. L'éducation fait appel aux aires cérébrales les moins spécifiques de l'espèce humaine, celles qui gouvernent l'apprentissage, manuel ou conceptuel.

En réalité, quel que soit le niveau de connaissances spécialisées acquises par un individu, ce n'est pas d'elles que doit venir son pouvoir politique. Tout savoir sur les connaissances actuelles concernant le mécanisme de la synthèse enzymatique ou sur l'utilisation d'une chambre à bulles, être un spécialiste des quasars, des transplantations d'organes ou de la recherche pétrolière n'implique pas pour autant que l'on soit à même de juger efficacement de la politique sociale ou économique de l'organisme dont on fait partie. La culture est celle des sciences humaines, à condition que l'on n'élimine pas du cadre de celles-ci la biologie générale et celle des comportements, et que l'on tente de leur fournir des bases scientifiques et non plus simplement langagières.

III. L'INFORMATION GÉNÉRALISÉE

« L'objectivité » de l'information, comme l'on dit, est une farce. Qu'on se le dise. Il suffit de constater la diversité d'appréciation d'un même fait banal, tel un accident de la circulation, par une dizaine de personnes ayant assisté à l'événement. L'information ne peut être objective, car elle exprime nos désirs inconscients, nos jugements de valeur, nos automatismes socioculturels. Seule la diversité de l'information, la multiplicité de ses sources, peuvent espérer fournir aux individus le matériel indispensable au travail imaginaire et créateur. Tout endoctrinement facilité par l'ignorance de l'informé, ne lui présentant qu'un aspect des choses, tentant de lui imposer des automatismes de pensée et de comportement, occultant les opinions contraires en décrétant qu'elles sont erronées ou tentant de les présenter de telle sorte qu'elles perdent aussitôt toute cohérence face à la solution préparée par celui qui informe, individu ou institution, est l'expression d'un mépris profond de l'homme. C'est considérer qu'il est incapable de se faire une opinion personnelle parce qu'ignorant, ce qui est vrai, mais au lieu de combler son ignorance en lui fournissant des opinions et des informations différentes ou contraires, c'est le tromper que de ne lui montrer qu'un aspect des choses. C'est le considérer comme un sous-homme, c'est faire preuve d'un véritable racisme.

Le rôle d'un pouvoir ne devrait pas être de « former » l'opinion, mais de lui fournir des éléments d'information nombreux et différenciés permettant à chaque individu de remettre en cause chaque jour les bases de la pérennité de ce pouvoir même. Autrement dit, ce serait alors de supprimer tout pouvoir centralisé. Ce serait de fournir à chaque individu les moyens d'apporter sa part imaginative à la construction jamais finie de la société humaine.

Mais pour cela il est à notre avis essentiel et pressant de lui fournir les bases objectives et expérimentales succinctes des mécanismes nerveux centraux, et non plus seulement « introspectives » et langagières. Avant d'apprendre la table de multiplication et les problèmes des robinets, il est urgent de montrer comment ces mécanismes interviennent dans l'éveil et le sommeil, la recherche du plaisir, la fuite de la douleur, l'établissement des dominances, dans les processus de mémorisation, d'attention, dans les automatismes socioculturels engrammés depuis la naissance, dans les motivations de l'agressivité instinctive et celles qui résultent des jugements de valeur, dans l'imagination, dans l'anxiété qui constitue la résistance la plus efficace au changement des structures sociales, dans tout ce qui constitue ce que l'on appelle un psychisme humain.

Un groupe d'enseignants sympathisants de l'Ouest a été surpris de constater combien les enfants sont réceptifs à ce type d'information. Avant de juger et de décider, avant d'autogérer, n'est-il pas indispensable

pour quiconque de faire d'abord le point de nos connaissances actuelles, même en les « vulgarisant », sur l'instrument par lequel s'opèrent ces jugements, ces décisions, ces autogestions. Il faut bien se dire que sur ces sujets un physicien ou un agrégé de mathématiques ne sont guère plus avertis généralement que l'ouvrier dit spécialisé. Ils partent tous les trois de zéro, ou plus malheureusement d'idées toutes faites, de jugements de valeur dont le point de départ est lui-même leur narcissisme ou leurs positions hiérarchiques respectives. Il n'y a pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Or, la surdité psychique est largement répartie dans toutes les classes sociales. L'habitude n'est pas comme on le dit souvent une seconde nature, c'est bien la première et la plus sécurisante, quand c'est une habitude de pensée au sein d'un groupe, lui-même sécurisant. L'habitude représente le meilleur antidote contre l'anxiété, mais aussi le frein le plus efficace contre la créativité. Pourquoi cette évidence, facilement acceptée quand il s'agit de la productivité, trouve-t-elle tant de résistance lorsqu'il s'agit des jugements de valeur concernant les structures sociales ? Parce qu'elle risque alors de détruire le système hiérarchique et la dominance.

IV. A QUI LE POUVOIR ?

Il est difficile de comprendre, semble-t-il, la phrase si souvent répétée : « Le pouvoir aux travailleurs. » Il faut reconnaître que dans la société actuelle bien heureux est celui qui peut vivre sans travailler. Bien heureux et bien rare. Le travail peut être plus ou moins bien rémunéré, mais n'existe-t-il alors de travail que mal rémunéré ? En d'autres termes, à partir du moment où un travail est bien rémunéré devient-il un plaisir ? Et que dire de celui dont le plaisir est de travailler, quelle que soit la rémunération ? Les cas sont rares mais ils existent. J'en sais quelque chose. En définitive, ne serait-il pas plus exact de revendiquer le pouvoir pour ceux qui ne l'ont pas ? Mais alors, ceux qui le possèdent doivent-ils en conséquence le perdre ? Qui ne voit que le problème est mal posé ? Donner le pouvoir à ceux qui ne l'ont pas, n'exige pas de l'enlever à ceux qui l'ont. Généraliser le pouvoir est l'objectif souhaitable, car dès lors il n'y aura plus de pouvoir. L'erreur précédente vient sans doute de la conception trop étroite qui est généralement propagée de « classes sociales », de l'opposition classique entre capital et travail.

Dans une organisation quelle qu'elle soit, les individus sont groupés en réalité par une analogie de fonction. Or, on les associe généralement sur une analogie hiérarchique, le patronat, les cadres, les ouvriers, hiérarchie dont le pouvoir est régressif en ce qui concerne les décisions à prendre pour la bonne marche de l'entreprise. En réalité, à côté de cette hiérarchie de valeur qui satisfait l'instinct de puissance, existe fondamentalement, nous l'avons dit, une hiérarchie de fonction que nous avons préféré dénommer « niveaux d'organisation » fonctionnels, pour la débarrasser de tout jugement de valeur.

Donner le pouvoir aux travailleurs c'est ainsi donner effectivement le pouvoir à tout le monde. Mais pour obtenir ce but désirable, il paraît nécessaire de se soumettre aux niveaux d'organisation et de donner le pouvoir à part égale à chacun des niveaux d'organisation, à chaque classe sociale, le terme de classe étant compris dans son sens large et non plus dans son sens étroit d'opposition entre bourgeoisie et prolétariat. Dans son sens large, c'est-à-dire basé sur l'analogie de fonction. Il existerait ainsi dans une même organisation, dans une même entreprise où tout le monde travaille, un nombre plus ou moins grand de classes dont les individus se sentiraient solidaires et dont l'antagonisme pourrait être à l'origine même de la créativité. Mais pour réaliser ce projet un certain nombre de transformations sont nécessaires, aussi indispensables que la disparition de la propriété privée des moyens de production.

La première, la plus fondamentale, la plus difficile sans doute à réaliser, est celle sur laquelle nous avons déjà insisté à plusieurs reprises : la disparition aussi bien du paternalisme que de l'infantilisme dans les rapports interclasses. A tous les niveaux d'organisation et pour chaque individu la conscience de classe est aussi difficile à atteindre, que l'abandon du paternalisme psycho-familial à l'égard de ceux appartenant à la classe considérée comme inférieure et de l'infantilisme à l'égard de ceux considérés comme appartenant à la classe supérieure. Ce qui revient à dire que ce sont les hiérarchies de valeur qui empoisonnent les rapports sociaux. Seule la conscience de classe et donc de l'indispensabilité de cette classe, mais aussi de l'indispensabilité des autres classes fonctionnelles, permet d'atteindre à cette « dignité de la personne humaine » dont on remplit abondamment les discours électoraux, parce que chacun met dans ce mot ce que bon lui semble. On n'est pas plus « digne » quand on est riche que lorsqu'on est pauvre, lorsqu'on tient une place élevée dans les hiérarchies que lorsqu'on y tient une place plus modeste. Par contre, quand on est riche ou que l'on détient une place élevée dans les hiérarchies on a plus de « pouvoir ». On assure plus

facilement son plaisir par la dominance. Autant dire que les dominants chercheront toujours à conserver le pouvoir en laissant aux dominés « la dignité » dont ils n'ont rien à faire. Et ce que les dominés chercheront à obtenir, ce n'est pas une dignité dont ils ne voient pas, à juste titre, à quoi elle peut leur servir, mais bien le pouvoir. Or, aussi longtemps que celui-ci sera lié à l'information spécialisée permettant de s'élever dans les hiérarchies de salaire et de valeur, les sociétés humaines ne pourront sortir du stade thermodynamique de la productivité, puisque de près ou de loin ces hiérarchies ne s'établissent que sur la quantification de la participation informative spécialisée de l'individu à la production des marchandises. Au contraire, dans une société du type informationnel, on pourrait imaginer à l'extrême qu'un individu totalement inutile de ce point de vue, sans qualification professionnelle et sans « force de travail », puisse coopérer à l'évolution par ses connaissances étendues concernant la signification de l'homme sur la planète et sa créativité concernant de nouvelles structures socio-économiques. De toutes façons, la diffusion d'une information généralisée à côté de l'information spécialisée, professionnelle, est la seule façon de permettre à tous les individus de participer au « pouvoir ». Ainsi, il nous semble que nombreux sont ceux qui se sont laissés prendre à certains automatismes stéréotypés de la pensée, liés aux expressions de « lutte de classes », « société sans classes », à la définition de la bourgeoisie comme classe détenant la propriété privée des moyens de production, et du prolétariat caractérisé par sa seule « force de travail ». Qui ne voit qu'il ne suffit pas de supprimer la propriété privée des moyens de production pour parvenir à une société sans classes et faire disparaître la lutte de classes ? Ce qui veut dire que les hiérarchies de valeur ne sont pas liées à la seule possession du capital. Le pouvoir aujourd'hui est fonction de l'information spécialisée, et c'est elle surtout qui permet l'établissement des dominances. Aussi longtemps que les hiérarchies de valeur basées sur l'information spécialisée ne seront pas supprimées, il existera des dominants et des dominés. Par contre, si une hiérarchie de fonction s'installe, les classes sociales deviendront aussi nombreuses que les fonctions assurées et un même individu pourra fort bien appartenir à plusieurs classes sociales à la fois, dans plusieurs institutions différentes, suivant ses différentes activités. C'est ainsi qu'une classe nouvelle paraît prendre naissance avec les associations de consommateurs. Et dans ce cas il est souhaitable que les luttes de classes ne disparaissent pas, mais au contraire que chaque classe établisse son pouvoir par la conscience qu'elle en acquiert, et qui devient possible du fait de l'abolition des hiérarchies individuelles de valeur. Aussi longtemps que les hiérarchies de valeur subsisteront et qu'elles s'établiront sur la propriété par l'intermédiaire de la possession de l'information spécialisée acquise par l'apprentissage manuel ou conceptuel, les dominés chercheront à conquérir un faux pouvoir qui est celui de consommer. Or, la consommation n'a pas de fin, et jamais une égalité réelle des chances et du pouvoir ne pourra s'établir sur la consommation. Le pouvoir réel qu'exige le dominé, c'est moins celui de consommer que celui de participer à la décision. Or, pour cela, c'est une information généralisée et non spécialisée qu'il doit acquérir.

La réussite du marxisme résulte à n'en pas douter du fait qu'il fournit une grille générale permettant d'interpréter les rapports de production. C'est en quelque sorte déjà une information généralisée, mais malheureusement établie au siècle dernier, dans l'ignorance de la théorie de l'information et de la biologie des comportements. C'est donc une information partiellement généralisée, une étape de la connaissance, de même d'ailleurs que les idées que nous tentons de diffuser en sont une autre, plus « générale » sans doute, car enrichie des connaissances acquises depuis, mais forcément encore très incomplète. Le danger d'une grille, quelle que soit son efficacité temporaire, est de faciliter la sclérose conceptuelle, comme celle d'Aristote, avant celle de Marx ou celle de Freud, a figé des millions d'hommes dans une conception incomplète des faits. La sécurisation, l'occultation de l'anxiété pour qui possède enfin, du moins le croit-il, la clef des plus beaux songes humains, empêchent la remise en route vers l'inconnu, vers l'angoisse, l'incertitude, le chaos, étape dangereuse et nécessaire avant la création de structures nouvelles.

V. RÉALISATION D'UNE INFORMATION GÉNÉRALISÉE

Nous avons dit un mot de l'enseignement. On conçoit que tout un état d'esprit nouveau débarrassé des rapports oedipiens transposés à l'échelon de l'éducation nationale entre enseignés et enseignants est nécessaire. Le contenu de l'enseignement doit lui-même être transformé et s'attacher avant tout à fournir les méthodes d'approche actuellement les plus efficaces pour utiliser le système nerveux humain, compte tenu de la connaissance de ses mécanismes de fonctionnement : 1. motivations instinctuelles hypothalamiques ; 2. dangers et avantages des automatismes socio-culturels, de l'apprentissage et de la mémoire ; 3. possibilité d'imagination enfin, quand une structure n'est plus imposée par des automatismes socio-culturels. Ce contenu doit aussi très tôt faire appel à ce que nous pouvons savoir de l'établissement des rapports sociaux, des réactions biologiques et neurophysiologiques de l'individu en situation sociale. Pourquoi une part aussi importante que celle actuellement dévolue aux mathématiques ou à l'histoire ne serait-elle pas réservée à la biologie générale et à l'étude biologique et neurophysiologique des comportements ? Il suffirait pour cela que le but d'une société soit enfin de former des hommes, c'est-à-dire des êtres imaginant, plutôt que des mécanismes participant plus ou moins directement, mais participant toujours à la production des marchandises. De tels hommes risqueront d'ailleurs de ne plus orienter exclusivement l'espèce vers la croissance économique dont on commence, plus ou moins ouvertement, à comprendre le danger pour elle. Mais de telles habitudes conditionnent si bien nos systèmes nerveux contemporains, qu'avec l'abandon indirect de la croissance et de l'expansion à tout prix, s'écroulera tout un monde de hiérarchies, de dominances, de préjugés, de valeurs, et plutôt que la mort de ce monde-là, il est à craindre que ce soit la mort du monde humain tout court qui s'impose aveuglément.

L'information généralisée n'a pas sa place seulement à l'école ou à l'université, mais aussi au sein de tous les groupes humains au cours du processus de production. Imaginons que chaque homme au travail puisse bénéficier chaque jour, de dix-sept à soixante-cinq ans, âge de la retraite, de deux heures pour s'informer. S'informer des problèmes qui se posent aux niveaux d'organisation de l'entreprise où il travaille, mais aussi à tous les niveaux d'organisation sous-jacents qui englobent cette entreprise : niveau municipal, urbain, régional, national, international, planétaire. Supposons qu'il puisse aborder ces problèmes non point avec la seule aide de l'« analyse » rationnelle, mais qu'il puisse faire aussi la part dans son discours et dans celui des autres de l'inconscient qui les guide, l'inconscient motivationnel et dominateur, l'inconscient des engrammations socioculturelles, des préjugés et jugements de valeurs, individuels et de classe. Supposons qu'il apprenne ainsi à se méfier de ses propres comportements, comme de ceux des autres. Supposons enfin qu'une information non dirigée, multidisciplinaire et vulgarisatrice lui soit fournie, dépourvue de certitude affective, de dogmes, d'affirmations gratuites mais présentées comme « scientifiques » pour faire sérieux et s'imposer plus facilement, qu'une information constamment contradictoire lui soit fournie aux lieux mêmes de réunion dans l'entreprise, mais aussi par l'intermédiaire des mass media et dans son groupe de résidence, on imagine mal la richesse du matériel mémorisé que son cortex orbito-frontal aurait alors à sa disposition. Utopie peut-être, mais vers laquelle on pourrait tout au moins tendre.

Conscience de classe fonctionnelle et non hiérarchique, information généralisée permettant l'acquisition d'une culture générale et non pas seulement d'une culture de classe ou d'une culture spécialisée ; recherche du pouvoir de classe fonctionnelle par compétition interclasses fonctionnelles et non pas hiérarchiques, est-ce que ce ne sont pas là les conditions indispensables à la naissance d'une autogestion non seulement des entreprises, mais de l'individu par lui-même et non pas, comme ce fut le cas jusqu'ici, par son inconscient et son ignorance ?

Cela semble si vrai, que dans cette société le créateur, le « découvreur », a généralement toutes les peines du monde à se faire entendre, car il dérange les automatismes acquis. A moins que ses découvertes ne puissent concourir à l'accroissement du profit par un accroissement de la production des marchandises. Il risque alors d'être statufié, tout en restant exploité par une classe de dominants qui n'apprécie dans ses découvertes que la seule « rentabilité ». Le monde moderne s'apercevant brusquement qu'il a châtré l'imagination humaine, qu'il l'a narcotisée par une indigestion de marchandises, s'intéresse depuis quelque temps à l'« Innovation ». Mais bien sûr à l'innovation touchant de près ou de loin la production des marchandises pour accroître le profit et l'expansion, dont on sait bien que « tout le monde profite ». Cercle vicieux qui nous fait retomber dans la croissance et les dominances à tous les niveaux, depuis celui de l'individu jusqu'à celui des nations ou des monopoles internationaux qui les commandent.

Ce que nous voudrions faire ressortir ici, c'est que la motivation hypothalamique[3] fondamentale, la recherche de l'équilibre biologique, de la « récompense », ne pouvant, nous l'avons dit, s'établir que par l'intermédiaire de la dominance, n'a fait appel jusqu'ici qu'à l'apprentissage limbique[4], aux automatismes culturels ou professionnels. Les hiérarchies de valeur ne se sont établies que sur ce dernier critère. Or, si la créativité ne peut être envisagée que motivée, et si elle ne peut s'exprimer qu'en partant d'un acquis mémorisé, d'un apprentissage, son caractère fondamental consiste justement à ne pas se contenter de l'activité de ces deux structures nerveuses, étapes de l'évolution de l'encéphale au cours de celle des espèces animales. Puisque la caractéristique de l'espèce humaine est l'existence du cortex orbito-frontal, tout ne doit-il pas être entrepris pour que ces zones associatives puissent fonctionner plus efficacement ?

Si vraiment l'homme ne peut encore, dans un avenir proche, se débarrasser des hiérarchies de valeur, ne peut-il tout au moins les établir sur la créativité conceptuelle et non plus sur la force, la propriété des objets, la naissance et, plus récemment, l'apprentissage manuel ou conceptuel ?

Un tel système hiérarchique aurait au moins l'avantage, en plaçant la créativité au-dessus de l'apprentissage, de favoriser l'évolution et la transformation des sociétés humaines. De toutes façons, une telle hiérarchie pourrait au moins être partiellement « gratuite », satisfaire au narcissisme congénital, sans pour cela être liée à un « pouvoir ». En effet, entre la création et la décision il n'y a aucune commune mesure. La première n'exige aucun pouvoir, aucune dominance sur le comportement des autres. Le novateur, le découvreur, quelle que soit sa discipline, sa forme d'activité créatrice, n'est pas obligatoirement un leader devant la volonté duquel celle de ses contemporains s'incline. Entre la pensée créatrice et l'action, la distinction doit être faite, et si la première doit orienter la seconde, sa récompense n'est pas dans la décision. La décision pourrait être collective, résultant des luttes interclasses fonctionnelles pour la recherche d'une décision « organique », alors que la créativité pourra lui fournir des structures conceptuelles variées, souvent antagonistes, voire même contradictoires, et qui ne lui serviraient seulement que de sources informationnelles diversifiées pour progresser.

CHAPITRE III :

QU'EST-CE QUE L'AUTOGESTION ?

Nous avons déjà, à différentes reprises, parlé de niveaux d'organisation. Il faut se poser la question de savoir quel est alors l' « organisme », quel est l'ensemble organisé, objet de notre étude ?

Nous avons vu en effet qu'un organisme humain par exemple était « autogéré ». Nous avons dit que le système nerveux n'était pas la « classe dominante » mais seulement l'intermédiaire capable de prendre connaissance des variations survenant dans l'environnement et en retour d'agir sur cet environnement au mieux de la survie de l'ensemble organique dont il ne fait qu' « exprimer » le bien-être ou le déplaisir. Il ne décide pas pour l'ensemble organique, mais il exprime pour cet ensemble la décision comportementale nécessaire à la recherche du bien-être et à la fuite du déplaisir.

C'est ainsi que si nous recherchons l'analogie sociologique, ce n'est pas sans doute au niveau de l'entreprise que nous devons nous placer, mais au niveau du plus grand ensemble, celui comprenant tous les sous-ensembles humains. Ce plus grand ensemble c'est évidemment l'espèce et son environnement, la planète.

C'est ce plus grand ensemble qui doit s'autogérer pour assurer sa survie, son plaisir. Toute dissection à l'intérieur de cet ensemble risque de n'aboutir qu'à des luttes compétitives et des recherches de dominances suivant les thèmes que nous avons décrits précédemment. En attendant une telle autogestion, peut-on, en passant au-dessus des « blocs » de nations, parvenir à la structure nationale et envisager s'il est possible malgré tout qu'elle s'autorégule ?

L'exemple du système nerveux, simple intermédiaire entre l'environnement d'un organisme et l'action de celui-ci sur cet environnement suivant le « désir » de bien-être de cet ensemble, laisse entrevoir que, en conformité avec ce schéma, aucune centralisation de la décision n'est acceptable. Les organismes centraux dans un tel système ne pourraient avoir d'autre rôle que d'informer l'ensemble national du contexte intérieur et extérieur et d'exprimer l'avis de l'ensemble national dans l'action entreprise. Un rôle d'intermédiaire sans plus. Toute occultation de l'information au profit des leaders, tout défaut de diffusion à l'ensemble national de cette information, toute insuffisance de la généralisation culturelle exigée pour pouvoir exprimer un avis individuel ou par classes fonctionnelles, et surtout toute information dirigée de haut en bas, d'instances de décision vers la base, ne peuvent aboutir à l'autogestion de l'ensemble national, mais à une pseudo-démocratie, ou à un système bureaucratique. Aucun individu ou aucun groupe d'individus n'est autorisé à décider du bonheur de l'ensemble, et s'ils invoquent l'ignorance de la masse à décider des actions efficaces pour elle, ce pour quoi ils en décident à sa place, c'est qu'ils ont mal rempli leur rôle de diffusion de ce que nous avons appelé l'information généralisée, s'étant limités le plus souvent à la diffusion de l'information spécialisée, professionnelle, celle exigée par la croissance, le profit et le maintien de leur domination.

I. DE L'ORGANISME INDIVIDUEL A L'ORGANISATION SOCIALE

Si nous tentons d'explorer plus avant l'analogie entre un organisme individuel et un organisme social national, nous pouvons noter que l'environnement de ce dernier est d'abord le territoire qui constitue son système écologique immédiat, sa niche environnementale, mais que ses rapports socioculturels se font aussi à l'extérieur de ce territoire, avec les autres organismes nationaux avec lesquels il échange à la fois sur le plan énergétique et informationnel. L'équivalent de l'autisme pour l'individu, du repliement sur lui-même, c'est l'autarcie pour la nation. Mais, comme pour l'individu, nous observons encore entre les nations une recherche de la dominance, l'établissement de hiérarchies de valeur, basées sur l'information spécialisée d'où découle la productivité. Cette dominance, dans un tel système, est bien entendu valable

essentiellement pour la classe dominante et c'est elle qui déclenche les compétitions commerciales et industrielles, les recherches de débouchés, de marchés. Mais elle parvient souvent à faire admettre par l'ensemble national que sa cause est la cause de la nation et qu'en défendant ses intérêts de classe dominante sur le plan international elle défend ceux de tous les citoyens. La satisfaction pour une nation résulte bien aussi de son action transformatrice sur l'environnement inanimé et de son action dominatrice sur les autres nations en compétition avec elle pour l'appropriation extra-territoriale des sources énergétiques, des matières premières, des « soumis » formant une main-d'œuvre abondante à bon marché. Comme le singe leader possède ses subordonnés immédiats, qui profitent plus ou moins de sa dominance, la nation ayant un « leadership » possède ses « satellites ».

Si nous admettons le principe de cette analogie, nous pourrions sans crainte la poursuivre dans le cadre de toutes les notions développées au cours des paragraphes précédents : recherche du pouvoir et de la croissance à l'origine de la dominance, information spécialisée et hiérarchies de valeur, institutionnalisation des règles de la dominance internationale et de l'élévation au sein des hiérarchies internationales, etc.

Mais la différence essentielle rencontrée dans la poursuite de l'analogie, semble-t-il, c'est qu'au sein d'une nation, une classe fonctionnelle est par définition indispensable à l'équilibre de l'ensemble socio-économique suivant la définition que nous avons acceptée. Elle possède donc un pouvoir dont elle est souvent inconsciente, mais dont elle devient de plus en plus consciente aujourd'hui. Par contre, sur le plan international, si les richesses d'un pays sont utiles sans être absolument indispensables aux nations dominantes, inversement les populations sous-développées qui l'occupent ne leur sont pas indispensables. Elles procurent souvent une main-d'œuvre à bas prix qui permet d'accroître les bénéfices des classes dominantes des nations dominantes, tout en donnant à celles-ci bonne conscience en parlant « d'aide » aux pays sous-développés, en créant des emplois, en élevant même le niveau de vie, alors qu'il s'agit en réalité d'une exploitation en règle d'une force de travail peu spécialisée qui serait beaucoup plus chère dans le pays dominant. Mais en réalité ces populations ne sont pas indispensables aux pays dominants, sinon pour une consommation de masse de produits manufacturés qui compensent le faible pouvoir d'achat de ces masses humaines. N'étant pas indispensables, elles ne peuvent espérer posséder un pouvoir. Leur seul espoir est dans leur nombre et leur groupement, leur unité d'action, encore loin d'être réalisés, car dans chacune d'elles une bourgeoisie qui bénéficie directement des profits des puissances dominantes maintient une dominance locale favorable à celles-ci.

Tout cela pour dire que, si l'organisation interne d'un organisme national peut fort bien s'imaginer comme « s'autogérant » dans un contexte de relations internationales avec des nations non « autogérées » puisqu'il s'agit d'une organisation « interne », il semble évident cependant que ce système interne d'autogestion rencontrera de nombreuses difficultés à s'établir du fait de l'existence des relations actuelles de la classe dominante avec celles des autres nations, d'une conception des hiérarchies de valeur internationalisée, d'une interpénétration des économies analogue à l'intériorisation et à la fixation mémorisée des expériences et des échanges dans les systèmes nerveux individuels. Les hiérarchies de valeur actuelles s'établissant, nous l'avons vu, sur l'information technique spécialisée, et l'autogestion devant forcément aboutir à leur disparition pour permettre le pouvoir des classes fonctionnelles, il est probable que les dominances hiérarchiques technologiques s'opposeront à la disparition de leur pouvoir. On risque alors de voir une lutte de classe non plus seulement entre « prolétaires » et « capitalistes » détenteurs des moyens de production, mais surtout entre prolétariat dépourvu de connaissances techniques et bourgeoisie technocratique, ou au contraire, comme cela s'est passé jusqu'ici, une classe technocratique et bureaucratique prendra la place de la bourgeoisie traditionnelle, comme celle-ci avait pris jadis celle de l'aristocratie.

Nous revenons donc au problème précédent : dans un monde qui continue d'être guidé par la productivité pour la dominance, une nation autogérée, du fait même de la persistance de la finalité globale risque fort de n'aboutir qu'à un simulacre d'autogestion qui sera en réalité une techno- et une bureaucratogestion. La seule façon d'éviter cet écueil, semble-t-il, serait de fournir une information généralisée permettant d'opposer une structure par niveaux d'organisation fonctionnels, instaurant les pouvoirs de classes fonctionnelles et les opposant aux hiérarchies de valeur technicisées qui sont présentement établies. En effet, nous avons déjà eu l'occasion d'insister sur le fait que sur le plan de l'information généralisée, la

suprématie technique disparaît. Il semble donc absolument évident que, pour faire disparaître les dominances hiérarchiques fondées sur les connaissances techniques, il est indispensable d'instituer une généralisation des connaissances non techniques permettant l'instauration des pouvoirs de classes fonctionnelles. Ne serait-ce pas cela que l'on appelle la généralisation de la culture ? Celle-ci ne pourrait être une culture de classe puisque cette dernière n'a été jusqu'ici qu'un colifichet, un accoutrement harmonieux et sans utilité, un signe distinctif au sein des hiérarchies de valeur technicisées.

On devine ainsi la difficulté des rapports « sensori-moteurs » d'un organisme national autogéré au sein de la société internationale. Nous pouvons préciser que l'environnement écologique immédiat, le territoire, constitue, pour une société d'individus réunis en une entité nationale, l'équivalent du milieu intérieur d'un organisme dans lequel baignent les éléments cellulaires de cet organisme. Dans ce cas, l'environnement extérieur pour l'organisme national est bien tout ce qui est extra-territorial, c'est-à-dire l'ensemble des autres nations et de leurs territoires. On peut en déduire que sur le plan énergétique l'équilibre du « milieu intérieur » devra tenir compte des variations survenues dans l'environnement. C'est-à-dire que l'économie dépendra en partie de l'activité (métabolisme) des éléments (individus) qui constituent l'ensemble organique national, et en partie des rapports entre apports (substrats) et exports (action sur l'environnement extra-territorial). Il faut noter cependant que, à la différence d'un organisme qui ne peut vivre sans le perpétuel échange d'énergie avec son environnement, car il ne trouve pas longtemps dans son milieu intérieur les sources énergétiques suffisantes, un organisme national peut dans une certaine mesure vivre sur son milieu territorial, s'il y trouve des sources énergétiques suffisantes.

L'organisation « endonationale »^[1] des structures sociales exige pareillement des informations généralisées concernant l'environnement extérieur au système aussi bien qu'intérieur à lui. Sans un tel système de diffusion des informations, l'organisme national est incapable d'agir de façon cohérente à l'égard de l'environnement, non plus que de définir son équilibre interne. Il ne peut que déboucher sur un pouvoir de classe, la classe au pouvoir pensant à se satisfaire d'abord et à maintenir sa dominance hiérarchique. Ces informations généralisées concernent l'activité productrice de l'ensemble social, l'aspect énergétique de son activité en quelque sorte, son métabolisme, mais aussi la structure même de l'organisme, les relations existant entre ses éléments et dont découle l'activité productrice globale. On retrouve là la notion, familière au biologiste, de niveaux d'organisation. A partir de l'individu, dont nous avons déjà envisagé l'analogie cellulaire, les groupements de ces individus en organes, tissus, systèmes, trouvent aussi leur analogie avec les entreprises, les industries, les grandes activités nationales dont l'ensemble concourt à l'efficacité de l'action globale. Chaque niveau d'organisation règle et contrôle l'activité du niveau sous-jacent, mais chaque niveau, comme dans un organisme, est indispensable à l'activité de l'ensemble. Sa finalité est bien sa satisfaction personnelle, mais réalisable uniquement grâce

à la satisfaction de l'ensemble, celle-ci n'étant possible que grâce à l'efficacité de chaque niveau d'organisation. Il s'agit bien de systèmes régulés mais dont la commande est extérieure au système par l'établissement de servomécanismes, le choix de la finalité globale étant le résultat de la recherche de la satisfaction de tous les éléments. C'est ainsi que fonctionne un organisme. Nous retrouvons bien alors la notion du pouvoir généralisé, mais il est maintenant plus apparent encore que ce pouvoir généralisé n'est possible que si une information généralisée permet l'action à tous les niveaux d'organisation. Or nous avons indiqué que l'information généralisée n'était concevable que dans un cadre non dirigé, en l'absence de hiérarchies de valeur spécialisées, et surtout avec du temps pour la recevoir et en rechercher les sources. Possible enfin que par la méfiance institutionnalisée à l'égard des analyses logiques qui ne font que recouvrir un inconscient affectif et dominateur, ainsi que par l'abandon ou du moins la remise en question des grilles, simplistes et rassurantes, des certitudes pseudo-scientifiques, des références constantes aux grands anciens.

Dans une telle organisation nationale, le pouvoir résultant d'un niveau d'organisation fonctionnelle au sein d'un sous-ensemble, telle qu'une entreprise par exemple, dépendra évidemment des nécessités et des objectifs de complexes organiques plus importants. On peut décrire ces interdépendances par niveaux d'organisation de complexité croissante, comme étant un système vertical. Dans un tel système on comprend que la commande extérieure à un niveau d'organisation donné n'est pas une commande hiérarchique mais informationnelle. Elle résulte de la recherche de l'homéostasie globale, et celle-ci doit donc forcément prendre en compte les « désirs », c'est-à-dire les exigences énergétiques et structurales de

chaque élément des niveaux d'organisation sous-jacents comme celles de l'organisme entier dont l'action globale permet la réalisation des précédentes. Mais on peut aussi imaginer un pouvoir provenant d'une structure horizontale. Nous entendons par là un pouvoir résultant de l'indispensabilité d'éléments appartenant à des organes différents dispersés à travers l'ensemble de l'organisme, mais unis par une même analogie fonctionnelle.

L'ensemble des enseignants d'une nation représente une classe sociale, comme en représente une également l'ensemble des enseignés (suivant l'exemple pris par Gérard Mendel). Mais dans une même institution (dans le même organe), ces classes existent aussi, alors qu'elles étaient envisagées précédemment à l'échelon du système (Education nationale). C'est en défendant son pouvoir dans le sens vertical et horizontal que chaque classe sociale pourra participer à l'homéostasie globale et faire échec aux hiérarchies de valeur spécialisées.

Les structures horizontales et verticales possèdent l'avantage de nous faire envisager la possibilité de « l'ouverture » du système. Chaque classe, chaque niveau d'organisation est un système fermé. Sa transformation ne serait possible que par une transformation de sa « fonction » puisqu'il s'agit d'un pouvoir de classe fonctionnelle. Chaque enseigné, par exemple, en vieillissant abandonnera sa classe et sera remplacé par d'autres, mais la classe des enseignés persistera tant qu'une génération transmettra son expérience à la suivante. Cela ne présume pas d'ailleurs, nous l'avons dit, du mode d'enseignement, de la façon, paternaliste ou non, dont la transmission de l'expérience peut être réalisée, de la reconnaissance ou non par les autres classes de la classe des enseignés dont l'indispensabilité est évidente. Mais on voit qu'en ce sens, comme tout système régulé, ce niveau d'organisation est fermé sur lui-même, c'est-à-dire que l'effecteur (classe des enseignés) possède un effet (acquisition d'une expérience) qui agit en rétroaction sur ses facteurs (enseignants et autres classes fonctionnelles). Son ouverture résulte de son appartenance à un système auquel participent d'autres niveaux d'organisation. Nous avons envisagé la limite d'intégration nationale. L'ouverture supérieure, verticale, consiste dans l'intégration de l'organisme national et du niveau d'organisation qu'il représente, à un ensemble international. L'ouverture horizontale est celle qui résulte de la réunion des différentes classes fonctionnelles avec les classes fonctionnelles analogues appartenant à d'autres organismes nationaux, capables de défendre leur pouvoir de classe fonctionnelle à l'échelon du groupe de nations.

Nous voudrions insister un peu sur cette notion d' « ouverture » car elle nous paraît fondamentale dans l'étude et la compréhension de la structure d'un système. Un système régulé nous paraît être un système fermé, incapable d'évolution puisque la valeur de l'effet contrôle la valeur des facteurs qui commandent à l'effecteur. Un bain-marie contrôlé par une résistance chauffante et un rhéostat fixé pour maintenir la température du bain à 37° C, par exemple, est un système fermé tant qu'une source de courant sera capable d'élever la température de la résistance chauffante. La température du bain-marie variera peu, avec un faible écart autour de la température de 37° C. Ce système régulé devient un servo- mécanisme si l'utilisateur, intervenant de l'extérieur du système régulé, décide de fixer la régulation non plus à 37° C mais à 25° ou 30° ou 20° par exemple. L'information vient alors de l'extérieur du système régulé et transforme ce système fermé sur lui-même en un système ouvert puisqu'il est capable d'assurer une régulation au niveau thermique différent de celui pour lequel il était antérieurement réglé, de recevoir une information d'un niveau d'organisation supérieur à celui auquel l'ensemble de ses éléments constituants maintenait son activité.

Si nous considérons une entreprise, nous pouvons la comparer au bain-marie précédent. Il s'agit en effet d'un « effecteur » dont « l'effet » consiste en une certaine production grâce à certains « facteurs » (matières premières, machines, sources énergétiques). Il est régulé si l'importance de la production détermine la valeur de ces différents facteurs. C'est alors un système fermé. Il s'ouvre si la commande extérieure au système résultant de l'appartenance de cette entreprise à un ensemble plus grand (industrie), elle-même comprise dans un ensemble plus grand (production nationale) lui fournit les informations capables de faire fonctionner le système régulé qu'elle représente à une certaine intensité, à un certain niveau de production par exemple. C'est alors un système ouvert dans le sens que nous avons dénommé vertical. Mais à côté de cette ouverture verticale, de l'appartenance à un plus grand ensemble, cette entreprise peut aussi posséder une ouverture horizontale par sa réunion à d'autres entreprises aux activités soit analogues, soit complémentaires. Le plus grand ensemble résulte alors de la réunion ou de

l'intersection de ces différentes entreprises et peut être envisagé soit sous l'aspect thermo-dynamique de la productivité, soit sous celui, sociologique, des classes fonctionnelles assurant la structure sociale de ces entreprises.

Dans un tel système on comprend que la concurrence entre les entreprises n'a plus de signification, puisque leur production obéit à une information venue de l'extérieur qui représente sans doute ce qu'il est convenu d'appeler la planification. Celle-ci n'a pas à être imposée d'en haut, mais acceptée à l'échelon cellulaire (individuel) du fait de la diffusion à ce niveau des informations nécessaires au fonctionnement efficace de tous les niveaux d'organisation aboutissant à l'ensemble national et international.

II. LE RATIONNEL ET L'IRRATIONNEL

Nous voudrions maintenant revenir sur certaines notions abordées dans les pages précédentes et qui exigent un développement plus important. Il est absolument nécessaire à notre avis de bien comprendre en sociologie la différence fondamentale entre la notion d'information et celle de masse et d'énergie. Aucune analyse politico-sociologique, y compris le marxisme orthodoxe ou les différentes formes du marxisme contemporain, n'ont réellement exploité cette différence, qui éclaire cependant, à notre avis, l'ensemble des rapports sociaux d'une lumière nouvelle.

La deuxième notion d'importance est qu'il n'existe pas de hiérarchie de valeur entre le rationnel et l'irrationnel. Il ne s'agit pas d'être en faveur de l'un plutôt que de l'autre. L'irrationnel n'existe qu'en fonction de notre ignorance des structures biochimiques et nerveuses qui contrôlent notre inconscient.

L'irrationnel n'est pas la fosse septique où nous enfouissons l'inavouable, toute la pourriture malodorante de notre pensée que nous n'osons pas produire en public. L'inavouable n'est tel qu'en fonction des critères moraux d'une société particulière à une époque particulière. Il s'agit donc de jugements de valeur, alors que les choses se contentent d'être et que notre inconscient fait de même sans être beau, ou laid, bon au mauvais, utile ou nuisible, si ce n'est en fonction des préjugés d'une époque. On peut aussi bien dire qu'il constitue la source profonde de notre créativité, le trésor caché des intentions géniales et des motivations qui les engendrent.

Inversement, le rationnel n'existe qu'en fonction des postulats sur lesquels il se base, et le choix de ceux-ci est le plus souvent l'expression d'un déterminisme irrationnel, parce que inconscient. Tout deviendra rationnel si nous parvenons un jour à mettre un peu d'ordre à la source de nos comportements, à préciser les structures de notre inconscient, les lois de sa dynamique. C'est ce que tente aujourd'hui l'approche biologique des comportements.

Mais cela veut dire que, puisque nous ne l'avons pas encore fait jusqu'ici, nous n'avons fait que rationaliser l'irrationnel, rationaliser notre inconscient dans tout ce qui ne concerne pas la science de la matière inanimée, la physique, c'est-à-dire en particulier dans les sciences dites humaines. C'est ainsi que « l'information », la mise en forme des structures sociales a toujours été dominée par l'instinct de puissance des individus qui en faisaient partie, instinct de puissance non rationalisé parce qu'inconscient et le plus souvent camouflé sous une phraséologie paternaliste, socialiste, humaniste, élitiste, etc.

CHAPITRE IV :

LE POUVOIR

Or, on peut imaginer une structure où le « pouvoir » n'est pas une propriété réservée à quelques-uns, une structure sans pouvoir ou plus exactement une structure où l'inter-relation des éléments est telle qu'aucun n'en domine un autre tout en étant dominé par un troisième - une structure sans hiérarchie de valeur. L'important, semble-t-il, pour l'évolution humaine, c'est la transformation constante des structures à partir d'un schéma de base, lié lui-même à la spécificité de la structure du cerveau humain. On peut admettre par exemple qu'un ensemble humain puisse accepter de réaliser une organisation sociale (une structure) originale proposée par un homme ou par un groupe d'hommes sans pour autant faire de cet homme ou de ce groupe d'hommes le « chef » de l'organisation, sans le doter d'un « pouvoir ». Il semble de plus en plus que, si l'organisation des sociétés humaines est inévitable parce que indispensable à leur fonctionnement, le « pouvoir » d'un homme ou d'un groupe d'hommes doit être proscrit. On pourrait exprimer ceci en disant que, tout en conservant le législatif (organisationnel donc informationnel), on doit pouvoir bannir l'exécutif à tous les niveaux des activités humaines.

Cette conception utopique exigerait que le pouvoir soit généralisé à tous les individus d'une société et que leurs décisions soient identiques. Il est sûr que ceci n'est possible que si les informations sont uniformisées et les motivations, les intérêts, eux-mêmes identiques. Les informations uniformisées ne sont envisageables que dans un système autoritaire, où dès l'enfance des automatismes de pensée sont créés, suivant une grille considérée comme universelle et définitive, ne permettant plus chez l'adulte l'exercice du lobe orbito-frontal, du cerveau imaginant. C'est évidemment l'inverse de ce qui paraît souhaitable pour l'évolution humaine. Ce que l'on appelle aujourd'hui le « gauchisme » est en cela aussi indispensable à l'évolution d'une société humaine que le conformisme, qu'il soit de droite ou de gauche, l'est à sa sclérose. Les grilles font toujours des prisonniers, que ce soit dans les prisons ou dans les idées. Enfin, les informations uniformisées émaneront toujours d'un pouvoir central, et de ce fait sont incompatibles avec la généralisation du pouvoir. Il suffit d'ailleurs pour réaliser cet état de choses d'utiliser une « grille » que l'on enfourne précocement dans les systèmes nerveux. Dès lors ne seront perçues comme informations que celle s'inscrivant dans le cadre, dans la grille. Une langue n'est pas autre chose, encore que l'on puisse traduire une information d'un langage dans un autre. Mais pour celui qui ne possède qu'une grille langagière, qu'un seul langage, il ne comprendra rien à l'information transmise avec une autre grille, un autre langage. Dès lors tout devient simple et l'action stéréotypée n'est plus que l'expression d'une pensée grillagée prisonnière de ses schémas engrammés, de ses formules uniformes, de ses concepts routiniers exprimés par une terminologie qui n'est jamais remise en question, dont on ne cherche jamais à préciser le contenu intuitif ou historique.

Conception utopique, qui exigerait aussi que les motivations, les intérêts de tous soient les mêmes. Cette uniformité se réalise parfois quand une nation entre en guerre contre une autre et que les classes dominantes arrivent à faire croire aux classes dominées qu'un intérêt unique, celui de la patrie, est en jeu. Cette unité se crée toujours contre quelque chose d'extérieur au système, notons-le. C'est pour conserver son autonomie de système à l'égard de l'environnement qu'un ensemble humain trouve son unité d'action. C'est en croyant défendre son « pouvoir » national contre l'empiètement d'un « pouvoir » étranger que se crée l'unité nationale. Dans ce cas, partis politiques, classes sociales, idéologies, croyances religieuses, s'unissent pour repousser ce qu'il est convenu d'appeler l'ennemi commun, bien que chez celui-ci les mêmes partis, les mêmes classes, idéologies et croyances religieuses existent et qu'une « ouverture horizontale » soit aussi facile à concevoir qu'une « fermeture verticale » à la limite du cadre national.

Puisque nous devons tout faire pour que les informations ne soient pas uniformisées au sein d'un groupe, national par exemple, mais aussi bien corporatif, confessionnel, citadin, régional ou autre, puisque nous ne pouvons accepter que ce soit l'intérêt d'une classe, sociale ou fonctionnelle (corporatisme), qui commande l'action de l'ensemble, il ne nous reste plus, semble-t-il, qu'à rechercher les moyens de généraliser et diversifier les informations et leurs sources d'une part et d'autre part à rechercher une finalité

qui soit interne au système et liée à sa structure et non à sa thermodynamique, en d'autres termes à tenter de dégager les relations interhumaines sociologiques, informatives, du carcan des rapports de production thermodynamiques.

Nous avons déjà tenté précédemment de nous dégager des automatismes de pensée liés aux mots tels que « travailleurs », « classes sociales », etc. Nous avons signalé combien le marxisme orthodoxe était gêné avec ses « travailleurs manuels et intellectuels » du fait qu'il ne fait pas la distinction entre thermodynamique et information et que, en conséquence, il conserve aveuglément des hiérarchies de valeur, de salaires, de pouvoir, tout en répétant que ce dernier doit changer de classe (le pouvoir aux travailleurs, à la classe ouvrière) et en parlant des intérêts des travailleurs, comme si le jour où il n'y aura plus que des travailleurs (bien entendu manuels et intellectuels) il n'y aura plus de contradictions ni d'antagonismes de classe. Selon lui, l'étatisation des moyens de production (que beaucoup considèrent en effet aujourd'hui comme indispensable à toute évolution des rapports socio-économiques) devrait suffire à réaliser l'abolition des classes sociales, le plein épanouissement de l'homme, la possibilité pour l'individu de devenir enfin maître de son destin, grâce à une « planification démocratique ».

I. LA DÉMOCRATIE

La démocratie, quel mot dangereux ! On lui confère une puissance surnaturelle, mythique, incantatoire, sans explications. Le seul fait de le prononcer détourne les mauvais esprits et permet de s'assurer de l'amitié des dieux favorables, aujourd'hui comme aux ères préscolaires de l'évolution humaine. Le gouvernement par le peuple. Qu'est-ce que le peuple ? Est-ce l'ensemble des hommes qui habitent un même pays ? Est-ce le plus grand nombre ? L'ensemble des individus gouvernés par une oligarchie ? La partie la moins aisée, la moins instruite d'une nation, et la moins instruite de quoi ? Admettons que ce soit un peu tout cela à la fois. Le gouvernement par le plus grand nombre se dégageant des oligarchies. Il serait bien étonnant que les oligarchies gouvernent pour le peuple et non pour leur bien-être personnel d'abord. Mais quand bien même elles le feraient, c'est justement ce gouvernement, même pour son bien, que le peuple refuse aujourd'hui. Il ne veut déléguer son pouvoir à personne pour agir en sa faveur, ce en quoi on ne peut que le féliciter car l'histoire nous apprend que même dans les pays où la propriété privée des moyens de production a été supprimée, l'ignorance des bases biophysiques des comportements fait que tout bienfaiteur du peuple, s'il fait autre chose que de parler en son nom et se mêle d'agir, agira rapidement pour lui-même ou pour les concepts qu'il manipule et qui ne sont pas généralement ceux du commun, ceux du peuple. Fusion encore du législatif (informatif) et de l'exécutif. Le peuple se trouve ainsi rapidement exploité par ceux qui possèdent « l'information » et qui s'en servent pour assurer leur « pouvoir ».

Mais puisque l'information est nécessaire à l'action efficace, comment le peuple peut-il agir puisqu'il est ou bien non informé, ou, plus gravement encore, informé de façon unidimensionnelle, orientée de manière à maintenir les structures hiérarchiques et de domination existantes, les permanents et les secrétaires de tous ordres, cela aussi bien en régimes capitalistes que socialistes. Tant que les informations seront entre les mains de quelques-uns, que leur diffusion se fera de haut en bas, après filtrage, et qu'elles seront reçues à travers la grille imposée par ceux qui ne désirent pas, pour la satisfaction de leur dominance, que cette grille soit contestée ou qu'elle se transforme, la démocratie est un vain mot, la fausse monnaie du socialisme.

Or, pour que les informations puissent sourdre de partout et non pas sortir toujours du même robinet, une totale liberté d'expression (nous ne disons pas d'action) et de diffusion de l'expression, est évidemment indispensable. Une idée neuve a déjà bien du mal à se faire entendre en dehors de tout musellement de l'expression, du seul fait qu'elle ne s'est pas inscrite dans les schémas nerveux antérieurs. Elle est génératrice d'angoisse du fait du déficit informationnel. Il ne suffit pas seulement d'émettre une information, il faut encore un système sensible pour la recevoir, et la plupart du temps cette information ressemble à une chaîne nouvelle de télévision pour laquelle aucun appareil de réception ne posséderait de structure d'accueil. Elle passe dans l'air sans se transformer, se traduire dans une image. Mais surtout,

même si elle peut être accrochée et traduite en langage clair, il faut aussi des spectateurs pour l'enregistrer, pour la fixer dans leur mémoire, pour qu'elle constitue pour eux une expérience supplémentaire, un enrichissement du matériel sur lequel pourront travailler les systèmes associatifs individuels. Il faut donc du temps libre pour la recevoir. Ce temps libre sera pris sur le temps consacré au travail productif, et en conséquence la production en pâtira.

On peut ainsi exprimer cette notion fondamentale que l'existence du socialisme est fonction du temps qui sera accordé au peuple (au plus grand nombre), et quelle que soit la formation technique des individus qui le composent, pour s'informer, la production et la croissance dussent-elles en souffrir, ce qui est probable.

II. LES CLASSES SOCIALES

Nous avons déjà eu l'occasion de dire qu'à notre avis il n'existe pas un nombre restreint de classes : bourgeoisie, prolétariat, secteur tertiaire, basées sur la propriété ou non des moyens de production, mais une infinité de classes sociales que nous avons appelées « fonctionnelles ». La distinction précédente de classes en nombre restreint résulte, semble-t-il encore, de l'établissement de concepts économiques, sociologiques et politiques sans distinction entre informations et thermodynamique.

Dans un tel schéma simpliste, il est déjà fort difficile de faire cohabiter les « travailleurs manuels et intellectuels ». Il en résulte que l'on voit naître des hiérarchies, donc des inégalités de pouvoir, basées sur une notion ignorée, qui n'est pas prise en compte, à savoir la quantité d'information spécialisée manipulée par un individu. Et parallèlement à cette ignorance des hiérarchies informationnelles, on veut égaliser sur le plan thermodynamique de la consommation, mais égaliser seulement en intention, puisque l'on conserve en les ignorant les hiérarchies informationnelles, qui demeurent ce qu'elles sont déjà, des hiérarchies de salaires et de pouvoir.

Répétons-le, il est parfaitement évident que ce que l'on rétribue par un gain de salaire et de puissance dans tous les régimes connus, ce n'est que l'information introduite dans le système nerveux d'un individu et qu'il restitue à la société sous des formes thermodynamiques variées. L'ouvrier spécialisé a peu acquis d'informations, il en restitue peu, il a peu de pouvoir politique et économique. L'artisan est capable de restituer à la société des informations plus nombreuses et plus variées sous la forme d'un travail spécialisé. La partie thermodynamique diminue, la part informationnelle augmente dans le résultat de son travail. A mesure que l'on s'élève dans les hiérarchies on notera que la part « force de travail », la part purement thermodynamique diminue proportionnellement à l'accroissement de l'apport informationnel. Il en résulte que ce qui est rétribué en pouvoir économique et politique à tous les niveaux, c'est bien uniquement la part informationnelle contenue dans le produit du travail humain. Bien plus, on est bien obligé de constater aussi que jusqu'ici et quels que soient les régimes, c'est l'information non restructurée par l'imaginaire, c'est-à-dire essentiellement les automatismes qui sont rétribués, et que les hiérarchies se sont constituées sur le degré d'abstraction auquel se situent ces automatismes. Plus son degré d'abstraction est élevé, mieux l'automatisme est rétribué. On n'a pas encore rétribué hiérarchiquement l'imagination créatrice. Il est d'ailleurs facile de comprendre pourquoi. Si cette imagination créatrice s'exerce dans le champ des structures et non de l'innovation en matières consommables, elle constitue un danger pour les structures hiérarchiques, socio-économiques et de dominances existantes. Elles ne peuvent donc être envisagées par celles-ci, dont la finalité fondamentale est de se conserver telles. Mais agir ainsi, c'est stopper toute évolution et favoriser la sclérose structurelle, tout en favorisant la productivité en matières consommables, base des structures actuelles.

Si ce qui est rétribué, répétons-le, en pouvoir économique et politique, est bien uniquement la part informationnelle contenue dans le produit du travail humain, il s'ensuit logiquement que la plus-value, ce qu'abandonne le « travailleur » à quelque niveau hiérarchique où il se situe, c'est surtout de l'information. Plus son travail est riche en information spécialisée, plus le degré d'abstraction atteint par son apprentissage est élevé, plus la part informative qu'il abandonne au monstre qu'on appelle le patron est grande, et plus sa spoliation est grande aussi. En ce sens, plus un travail est intellectualisé, plus le travailleur est exploité,

puisque nous avons admis que l'importance de la plus-value de nos jours est fonction de l'information spécialisée qu'est capable de restituer un individu. C'est sans doute pourquoi de grandes firmes internationales ont créé leurs propres écoles techniques ou offrent des bourses d'études à des étudiants dont elles s'approprient ensuite par contrat la plus-value informationnelle qu'elles ont payée d'avance. Les Etats font d'ailleurs la même chose avec leurs fonctionnaires et leurs grandes écoles. C'est déjà plus difficile avec les universités. Encore que dans ce cas, il est bon d'observer que ce que fournissent les grandes Ecoles, à côté d'un bagage à haut degré d'abstraction, c'est aussi une « culture », c'est-à-dire une façon d'envisager la vie humaine conforme aux institutions des dominants, de façon à ce que ceux qui bientôt obtiendront le pouvoir économique et politique ne puissent pas remettre ce pouvoir en cause. L'information fournie dans ces moules à cerveaux est donc spécialisée dans ses deux orientations, professionnelle et culturelle, et la compétition s'engage sur la base de la conformité au schéma culturel des groupes dominants. L'ascension hiérarchique est à ce prix, compte tenu d'une utilisation efficace des informations techniques pour le maintien et le développement du système. On verra donc des sujets particulièrement efficaces souvent sur le plan technique et parfaitement obtus sur le plan politique, puisque suffisamment satisfaits de leur dominance pour ne pas aller chercher à en voir lucidement les causes, la signification, ni surtout la remettre en question. S'ils ont « réussi », comme on dit, c'est simplement parce qu'ils sont doués, et la société est juste et équitable qui a su reconnaître leurs mérites et leur donner un pouvoir. L'individu dans tous les cas n'est qu'un réceptacle, un réceptacle informationnel, capable secondairement de restituer à celui qui s'en est rendu acquéreur, non plus une force de travail, comme l'âne de la noria, mais une matrice d'informations, utilisable pour produire des objets à de nombreux exemplaires. La part d'information contenue dans un objet « mécanofabré » et non plus « fabriqué »[1] est de plus en plus considérable et la part thermodynamique humaine de moins en moins importante puisque les machines font de plus en plus le travail « machinal » et pauvre en information. Celle-ci d'autre part est nécessaire à l'invention et à la construction de machines programmées qui font le travail thermodynamique à la place de l'homme. Enfin, le programme automatisé dans le système nerveux de l'homme gagne en abstraction ce qu'il perd sur le plan thermodynamique.

Mais tout cela permet de comprendre que de la définition du « peuple » découlera la notion de « démocratie ». Les sociétés modernes étant de plus en plus avides et consommatrices d'informations spécialisées et de moins en moins de force de travail mécanique humaine, la loi de l'offre et de la demande aboutit à l'établissement de hiérarchies économiques et de pouvoir basées sur l'information spécialisée beaucoup plus que sur le travail mécanique humain, peu chargé en information. La durée de la scolarité augmente et, qui plus est, on parle de recyclage professionnel, c'est-à-dire de l'enrichissement informatif au cours même de la vie professionnelle. Si le « peuple » représente la masse la moins informée professionnellement d'une nation, dans un tel système il est certain qu'il ne pourra conquérir un pouvoir politique. En poussant jusqu'à la caricature on pourrait même imaginer des sociétés futures dans lesquelles on paierait à ne rien faire, le travail étant presque totalement automatisé, des masses humaines non informées professionnellement et devenues en conséquence inutiles. On leur assurerait donc un pouvoir économique moyen pour les dédommager de l'abandon total qu'elles feraient de leur pouvoir politique aux individus mieux informés professionnellement, donc plus utilisables dans la création, la programmation et le contrôle des machines et la production des marchandises.

Mais on peut imaginer, à l'opposé, des sociétés futures dans lesquelles « le peuple » sera très généralement informé professionnellement, dans lesquelles l'effort principal sera orienté vers l'apprentissage, vers un apprentissage de plus en plus conceptuel, de plus en plus abstrait. Si les hiérarchies économiques et politiques sont encore et toujours établies sur la quantité d'informations ingérées et capables d'être restituées, ce qui est probable si la finalité des ensembles sociaux demeure la production des marchandises, il est certain que la démocratie sera toujours un espoir mythique, un mot, et non une réalité pratique.

Il ressort d'une telle analyse que l'écueil fondamental rencontré dans la réalisation d'une société socialiste est avant tout constitué par les hiérarchies, par la distribution du pouvoir économique et politique suivant une échelle de valeur, elle-même établie en fonction de la productivité en marchandises. Quand une structure sociale n'est pas impliquée directement dans le système de production, elle l'est dans la protection de ce système et la protection de ses hiérarchies, comme c'est le cas pour l'armée, la justice, la

police, la bureaucratie, l'art et ce qu'il est convenu d'appeler la culture.

En résumé, où situer la classe des « travailleurs » et leurs intérêts de classe ? Il est probable qu'un cadre supérieur ou un O.S. pourront avoir conscience d'appartenir, ou de ne pas appartenir, au prolétariat, à la classe des « travailleurs », suivant les satisfactions de domination hiérarchique, ou les insatisfactions qu'ils éprouvent. Il existe dans la classe ouvrière de parfaits bourgeois et heureux de l'être, bien qu'exploités et dépouillés de leur plus-value, de même qu'il existe dans la bourgeoisie d'authentiques prolétaires, et fiers de l'être, bien que profitant pleinement par ailleurs de leur pouvoir économique et politique dont ils admettent l'équité puisqu'ils ne discutent pas l'existence du pouvoir hiérarchique, mais plutôt de son mode de distribution. La notion de classe a été jusqu'ici basée uniquement sur la possession ou non d'un pouvoir économique et politique. Ce pouvoir économique et politique est lui-même basé sur un système hiérarchique, lequel est fonction de l'information professionnelle. Aussi longtemps que les partis dits de « gauche » ne remettront pas en cause ces bases mêmes du système hiérarchique, la lutte de classes n'aura qu'un sens tronqué et renaîtra toujours de ses cendres, puisque le système qui lui donne naissance n'aura pas été aboli.

L'information professionnelle n'est que l'information professionnelle. Il n'y a aucune raison qu'elle assure à elle seule le pouvoir politique, si la politique a un jour l'espoir de servir à autre chose qu'au contrôle de la production. Elle se targue bien souvent de vouloir assurer le bonheur des hommes. Or l'homme est ainsi fait que, bourgeon terminal actuel d'une longue évolution complexifiante dont il assume à lui seul toutes les intégrations séculaires, il ne peut trouver un bonheur général au sein des hiérarchies, puisque toutes les hiérarchies ne sont toujours que l'expression des dominances, c'est-à-dire du bonheur de quelques-uns et de la souffrance du plus grand nombre. Enfin, si la finalité de l'espèce humaine demeure le travail productif des objets de consommation, on peut affirmer qu'après la domination des hiérarchies basées sur la possession du capital, à laquelle a succédé, ici ou là, la domination des hiérarchies bureaucratiques, organisant la production et gardienne des structures sociales, apparaîtra une domination technocratique, basée sur le degré d'abstraction des connaissances professionnelles. Hiérarchies pour hiérarchies, tout ne sera toujours que hiérarchies, le seul changement provenant de la part progressivement croissante de l'information spécialisée prise dans leur établissement.

III. POUVOIR POLITIQUE ET POUVOIR PROFESSIONNEL

Après ce que nous venons d'écrire il apparaît, semble-t-il, nécessaire de séparer le pouvoir politique du pouvoir professionnel. Mais si le pouvoir professionnel s'entend à l'intérieur d'une institution restreinte, comme pouvoir de domination, conquis par l'information spécialisée, sur la thermodynamique, par contre, au niveau supérieur d'organisation, au niveau d'intégration des entreprises en industries et de celles-ci au niveau national pris comme unité organique de départ, on constate qu'apparaissent des « classes de pouvoir politique » qui sont nées de l'établissement aux niveaux d'organisation sous-jacents des classes de pouvoir professionnel. Les hiérarchies professionnelles, liées à l'information spécialisée, s'étendent ainsi à des hiérarchies de classes de pouvoir politique, et l'on est bien alors obligé de constater que le pouvoir professionnel lié à l'information spécialisée s'étend à et se confond avec le pouvoir politique, le pouvoir des « notables ».

Un premier problème se pose donc, de savoir si, compte tenu du fait des différences en informations professionnelles plus ou moins abstraites que contiennent les systèmes nerveux individuels, et des hiérarchies « fonctionnelles » qui en résultent au sein d'une entreprise quelconque, la maintenance d'un « pouvoir » de domination hiérarchique professionnel est indispensable. Il est vrai que l'individu, du fait qu'il ignore la somme d'informations acquises par l'autre, somme d'informations qui ne s'exprime peut-être pas journalièrement dans son action professionnelle, a tendance à la minimiser. Il en est de même entre les disciplines scientifiques elles-mêmes, chaque individu appartenant à l'une d'elles ayant tendance à sous-estimer le savoir de celui qui appartient à une autre discipline que la sienne, du fait qu'il ne la connaît pas et que sa « grille » personnelle lui semble pouvoir répondre à l'explication complète du monde qui l'environne. L'ignorance a toujours pour conséquence un jugement de valeur concernant l'effort nécessaire

à l'acquisition d'une somme d'informations et à la contestation de son efficacité opérationnelle. Cette contestation est d'autant plus généralisée chez les individus que le système, nous l'avons vu, lie pouvoir et savoir professionnel et que la façon la plus simple de contester un pouvoir oppressant du fait qu'il s'oppose à l'expression du désir individuel de dominer et au plaisir accessible grâce à la domination, c'est d'en contester les sources : le savoir. La contestation du pouvoir conduit ainsi à la contestation de la valeur de l'information professionnelle, car tout paraît simple aux simples.

Or il est bon de rappeler une fois encore que le pouvoir est fonction d'abord de l'indispensabilité de la fonction, pour l'ensemble humain considéré. Tout individu ou tout groupe d'individus non indispensables à la structure d'un ensemble n'ont pas de raison de détenir un « pouvoir » puisque cet ensemble peut assurer sa fonction sans eux. Il faut donc maintenant envisager si l'indispensabilité est fonction de l'abstraction de l'information professionnelle détenue par un individu ou par un groupe, par ce que nous avons défini précédemment comme étant une « classe fonctionnelle ». Puis nous devrons préciser ensuite de quel pouvoir il s'agit dans ce cas, pouvoir politique ou pouvoir hiérarchique.

Dans l'exemple que nous avons emprunté à Gérard Mendel, celui des enseignants par rapport aux enseignants, il semble évident que ce n'est pas l'information professionnelle qui donne ou devrait donner aux enseignants leur pouvoir de classe fonctionnelle. Ils sont cependant aussi indispensables à la collectivité que les enseignants et de ce fait doivent détenir ou conquérir un pouvoir. On peut admettre également que la somme des informations accumulées par un enseignant dans sa discipline est bien souvent plus importante que celle des bureaucrates ou du ministre sous la dépendance, le pouvoir desquels il se trouve placé. On voit donc que, contrairement à la formule générale que nous avons développée jusqu'ici, le pouvoir politique n'est pas toujours fonction du pouvoir professionnel, ni du degré d'abstraction de celui-ci. C'est ainsi que si l'on peut dire que l'indispensabilité d'un groupe social dans les sociétés actuelles est souvent fonction du degré d'abstraction des connaissances techniques des individus qui le composent, notion qui se trouve à la base du pouvoir grandissant des technocrates, les grèves sont là pour nous montrer que l'indispensabilité existe en dehors de tout degré d'abstraction des connaissances techniques du personnel en grève. Notons cependant que la force de ces grèves est aussi fonction du nombre de grévistes et que ce nombre est généralement inversement proportionnel au degré d'abstraction et de spécialisation des connaissances professionnelles.

La grève nous permet, semble-t-il, d'approcher certaines notions intéressantes. Il est manifeste que par l'intermédiaire d'une mise en évidence de l'indispensabilité d'un groupe humain à la vie d'une entreprise, d'une industrie, de la nation tout entière, la grève permet d'exercer de façon exceptionnelle un certain pouvoir. C'est grâce aux grèves et grâce aux syndicats qui les orchestrent, que les dominés ont pu acquérir les avantages surtout économiques que les dominants ne leur auraient jamais accordés spontanément. Mais, répétons-le, ce pouvoir est avant tout économique et fort peu politique. Il ne s'agit pas d'un pouvoir de décision, ni dans les entreprises, ni dans les industries, ni dans la nation. En d'autres termes, c'est encore sur le plan thermodynamique essentiellement, et fort peu sur le plan informationnel, que ces avantages ont été acquis. Et l'on devine pourquoi. C'est essentiellement parce que les dominés ne le sont que par déficit informationnel. Même si la grève est celle de groupes hautement spécialisés, comme celle du personnel volant de l'aéronautique par exemple, l'information qu'ils possèdent, et dont ils se servent pour faire valoir leurs revendications économiques ou de travail, n'est pas une information généralisée, celle concernant le rôle de leur classe fonctionnelle dans l'entreprise, celle de l'entreprise dans l'industrie, de l'industrie dans l'ensemble national et de la finalité générale de ce dernier sur la planète. C'est une action basée sur le corporatisme. Ce corporatisme ne peut s'étendre que par ouverture horizontale et non verticale. C'est ainsi que l'on peut assister à la grève de tout le personnel naviguant de toutes les compagnies internationales, mais qu'il est exceptionnel de voir une grève affecter tous les échelons hiérarchiques d'une entreprise, d'une industrie, d'une nation, car c'est alors la finalité même du plus grand ensemble qui serait mise en question. Quel que soit le régime, elle l'est rarement. Il est probable que la raison en est que pour qu'elle le soit il faudrait que chaque niveau des hiérarchies professionnelles soit prêt à accepter la perte de sa dominance. Or, quelles que soient par ailleurs les insatisfactions économiques, elles sont relativement peu de chose en comparaison des satisfactions apportées par la dominance : le pouvoir hiérarchique compense l'absence de pouvoir politique.

Cette conclusion semblerait devoir contredire celle antérieurement exprimée, à savoir que le pouvoir

professionnel lié à l'information spécialisée s'étend à et se confond avec le pouvoir politique, le pouvoir des « notables ». Nous allons voir pourquoi ces deux affirmations ne se contredisent pas mais au contraire se complètent à notre avis.

IV. DÉMOCRATIE ET POUVOIR POLITIQUE

La démocratie semble devoir généraliser le pouvoir politique, puisque la voix d'un P.D.G. ne vaut pas plus dans l'urne que celle d'un manoeuvre.

Cependant il faut tout d'abord noter que, du fait de l'importance croissante de l'information spécialisée par rapport à la thermodynamique humaine, une masse croissante de la population participe plus ou moins à la satisfaction hiérarchique, et se trouve ainsi moins tentée de s'unir aux plus défavorisés, inconsciente qu'elle est de sa privation totale d'un pouvoir politique, qu'elle ne cherche même pas à revendiquer. « Vous savez, je ne fais pas de politique. » On vous dit cela comme on vous préviendrait que l'on n'est pas atteint de maladie contagieuse, sans réaliser que cela signifie à peu près que l'on est aveugle, sourd, muet et impuissant. Il est vrai que faire de la politique comme on en fait généralement, comme en font d'ailleurs la majorité des politiciens, ce n'est pas tellement différent. Mais surtout, les notions d'information et de structure nous permettent maintenant de comprendre que l'élément P.D.G. ou manoeuvre a relativement peu d'importance en comparaison des rapports, des relations qu'ils entretiennent dans l'ensemble social. En d'autres termes, c'est la structure sociale, l'ensemble des relations entre les éléments de l'ensemble social, qui revêt de l'importance, et non le nombre absolu de P.D.G. ou de manoeuvres. On peut imaginer des déplacements importants du nombre de ces éléments sans pour autant que la structure générale de l'ensemble soit profondément transformée. Dans une structure hiérarchique, il importe peu au fond que les dominants soient des capitalistes, des bourgeois, des technocrates ou des bureaucrates, qu'elle possède moins de manoeuvres et plus de techniciens. L'étiquette accrochée aux éléments peut changer, la structure verticale hiérarchique reste la même.

On conçoit dans ces conditions, comme nous l'avons déjà laissé entendre, que la démocratie est un jeu de dupes, dès qu'un pouvoir politique est délégué au sein d'une structure hiérarchique. C'est la raison sans doute du fait que, malgré la disparition de la propriété privée des moyens de production, le pouvoir politique individuel ne s'est pas accru dans les régimes dits socialistes contemporains - c'est le moins que l'on puisse dire.

Il résulte de tout cela que ce qu'exprime un bulletin de vote, ce n'est pas un pouvoir politique réel, informé de façon généralisée, un pouvoir basé sur un savoir ou une indispensabilité, mais bien l'acceptation ou le refus d'un système hiérarchique qui prolonge sur le plan politique une hiérarchie professionnelle.

On ne vote pas pour une remise en cause fondamentale de la finalité globale de l'Etat, si ce n'est dans les phrases stéréotypées qui se déchaînent contre « le profit capitaliste » sans remettre en cause l'expansion, pour la « qualité de la vie », sans remettre en cause les hiérarchies ou la société industrielle, pour les petits commerçants, les petits agriculteurs, les petits artisans, etc., sans remettre en cause l'indispensabilité des classes fonctionnelles. Car, pour exercer réellement un pouvoir politique, il faut être informé des problèmes posés aux structures générales de l'ensemble national au sein des ensembles internationaux et informé de façon non orientée, informé suivant le sens que nous avons donné précédemment à l'information généralisée. Nous n'en sommes point encore là. Les « nouvelles sociétés » ici ou là n'ont jamais envisagé ni le temps nécessaire à chaque individu, ni le polymorphisme de l'information, ni les structures scientifiques, socio-biologiques en particulier, dans lesquelles cette information généralisée doit s'inscrire. Ces nouvelles sociétés ne sont que des sociétés de satisfactions économiques croissantes, liées à l'expansion, mais la satisfaction d'un besoin de pouvoir politique, impossible à réaliser sans information généralisée, n'est jamais envisagée.

Il ne faut pas croire que les dominants possèdent un réel pouvoir politique en dehors de celui exigé pour le maintien de leur dominance. Bien sûr, ils possèdent « le » pouvoir politique en ce sens que ce qu'il est convenu d'appeler l'information, à savoir les mass media, est à leur disposition entière. Ils peuvent ainsi orienter l'opinion, les besoins, et donner avec le suffrage universel l'impression de réaliser la démocratie.

Bien sûr, ils possèdent la direction des grandes entreprises, des banques, les appuis des hommes politiques qui entérinent leurs décisions. Mais, là encore, ce ne sont pas les « capitalistes » qui importent, mais la « structure » dans laquelle ils agissent. Si ces capitalistes, qui n'agissent que pour conserver leur dominance hiérarchique, disparaissent, la structure hiérarchique persistant, ils seront remplacés par les technocrates ou les bureaucrates, dont les motivations restent identiques même si les moyens utilisés ne sont pas toujours identiques. Le profit n'est qu'un moyen d'assurer la dominance ; la police, l'internement en hôpitaux psychiatriques, ou en camps de concentration en sont d'autres, mais l'automatisation de la pensée, la création de réflexes conditionnés et de jugements de valeur restent sans doute les plus efficaces et les plus généralement utilisés.

On voit par là que l'institutionnalisation des règles d'obtention de la dominance, dont nous avons déjà parlé, constitue bien la structure hiérarchique professionnelle qui permet l'acquisition du pouvoir politique, mais que ce pouvoir politique est un faux pouvoir politique, puisque sa seule raison d'être est le maintien de la dominance des dominants et de la soumission des dominés.

Dans ce cadre il existe évidemment des dominants et des dominés, que nous pouvons bien appeler, si bon nous semble, bourgeois et prolétaires. Nous pouvons désigner chaque ensemble par le terme de « classe sociale ». Nous admettrons sans aucun doute que l'effort des dominants pour maintenir leur dominance et celui des dominés pour atteindre la dominance constitue la « lutte des classes ». Cependant, il semble aussi certain que nous nous limiterons à une phraséologie révolutionnaire si nous n'inscrivons pas dans ce cadre l'ensemble des notions que nous avons abordées concernant l'information et la thermodynamique, les hiérarchies professionnelles et le pouvoir politique. Or, ces notions rendent beaucoup plus difficile la délimitation des classes sociales que nous pouvons appeler « classiques ». Nous savons maintenant que ces classes sont caractérisées par le rapport : abstraction de l'information/travail mécanique dans l'activité des individus, la classe étant d'autant plus élevée que le rapport l'est aussi. C'est ce rapport qui donne le « pouvoir » d'agir, puisque l'action est d'autant plus efficace que mieux informée. Nous savons que ce pouvoir s'inscrit dans les hiérarchies professionnelles et devient un pouvoir politique du fait que la « politique » n'a jamais fait autre chose jusqu'ici que d'assurer le maintien du pouvoir des dominants (conservatisme) ou de chercher à le leur prendre (progressisme, révolutionnarisme, gauchisme). La structure même de la société, structure hiérarchique, n'a jamais été remise fondamentalement en cause, ce qui n'a pour conséquence que le remplacement de certains éléments (les capitalistes) par d'autres (les technocrates ou les bureaucrates) mais qu'on ne s'est jamais posé la question de savoir quelles étaient les bases des hiérarchies, leur signification. On aurait en effet abouti à la finalité globale de l'espèce humaine et c'est elle qu'il aurait fallu remettre en question.

CHAPITRE V :

POUVOIR POLITIQUE ET CLASSES FONCTIONNELLES

Puisqu'un pouvoir politique généralisé semble impossible à établir en conservant les hiérarchies professionnelles comme critère de pouvoir, puisque par contre un pouvoir, qui jusqu'ici n'a pas été réellement politique mais revendicatif, alimentaire, surgit dès qu'une classe fonctionnelle fait sentir (par la grève par exemple) à l'ensemble dans lequel elle est située son indispensabilité, il paraît évident qu'un pouvoir politique généralisé doit pouvoir s'appuyer sur l'indispensabilité des classes fonctionnelles.

Mais il est aussi évident qu'un pouvoir politique généralisé doit s'appuyer sur un savoir politique généralisé.

Un premier point nécessite d'être développé. Le pouvoir politique qui pourrait être la propriété des classes fonctionnelles doit éviter deux écueils : le corporatisme et le culte de la personnalité à l'échelon des groupes les plus simples.

I. LE CORPORATISME ET LE CULTE DE LA PERSONNALITÉ

Le corporatisme consiste à tenter d'imposer le pouvoir politique d'une classe fonctionnelle, ou le plus souvent professionnelle, sans tenir compte des structures d'ensemble à la constitution desquelles elle participe. C'est agir en la coupant du servomécanisme de la source informationnelle provenant de l'extérieur du système fermé qu'elle représente. Le corporatisme est un véritable cancer qui ne pense qu'à son propre plaisir, son propre bien-être, sa propre satisfaction, s'appuyant sur son indispensabilité, sans concevoir l'indispensabilité des autres classes fonctionnelles. A l'intérieur d'une même classe fonctionnelle ou professionnelle il existe d'ailleurs des hiérarchies de pouvoir qui peuvent trouver une ouverture horizontale en s'associant aux hiérarchies de pouvoir analogues dans d'autres classes fonctionnelles. C'est même en recherchant cette ouverture horizontale que les niveaux hiérarchiques les plus défavorisés au sein d'une profession tentent le plus souvent de faire échec au pouvoir hiérarchique intra-professionnel au sein d'une corporation. Nous constatons, là encore, que pour faire échec au corporatisme, aux jugements de valeur, à l'isolement d'un sous-ensemble professionnel, à sa sporulation ou à son empiètement, il est nécessaire d'en rechercher à la fois l'ouverture verticale au sein des ensembles plus vastes qui le comprennent et l'ouverture horizontale pour chaque niveau hiérarchique, pour chaque sous-ensemble hiérarchique participant à sa structure.

Le culte de la personnalité, lui, est proche du paternalisme et de l'infantilisme auquel nous avons fait allusion précédemment. Il représente l'abandon du pouvoir politique entre les mains d'un seul ou de quelques-uns, capables d'imposer leurs vues personnelles au groupe, qui les accepte d'autant plus facilement que cela le sécurise de croire, que dans la complexité des faits socio-économiques, certains sont mieux informés, donc plus aptes à agir. Cela montre que l'information généralisée du groupe est imparfaite, soit faute de temps pour l'acquérir soit du fait prémédité que les personnalités dominantes stockent les informations et ne présentent aux éléments du groupe que celles qui leur permettent de conserver leur dominance. Nous retrouvons donc là le problème déjà abordé de l'information généralisée, mais nous aboutissons surtout à la notion fondamentale que le pouvoir politique ne peut être que l'expression d'un groupe humain fonctionnel, et non d'un individu, et que l'action politique d'un ensemble national ne peut être que la résultante de l'expression du pouvoir politique de toutes les classes fonctionnelles qui participent à la structure de la nation. Ce pouvoir politique d'ensemble doit s'établir évidemment en faisant appel à

l'ouverture verticale et à l'ouverture horizontale des groupes humains, sous-ensembles nationaux. On imagine mal, dans un organisme, une seule cellule imposant son pouvoir à l'ensemble des cellules d'un organe ou de l'organisme. Quand l'une d'elles fait cavalier seul et se multiplie pour son propre compte, elle donne naissance à un cancer. Mais généralement dans un organisme normal un tel destin cellulaire est rapidement jugulé par ce qu'il est convenu d'appeler les moyens de défense, qui assurent la destruction des éléments non conformes à la destinée commune. Il ne s'agit d'ailleurs pas, notons-le, de la soumission à un « conformisme », car un organisme normal est capable d'évolution. Mais celle-ci se situe au niveau de l'enrichissement informationnel et non de la régression à l'égoïsme unitaire. La mémoire, l'enrichissement en expériences, sont des caractéristiques des systèmes vivants. Mais cette expérience acquise est utilisée pour la satisfaction de l'ensemble organique, pour l'amélioration de ses conditions de vie. La mémoire héréditaire, c'est-à-dire la structure génétique, la mémoire immunologique et la mémoire nerveuse ne sont point autre chose. Si certains groupes moléculaires ou cellulaires en sont chargés, ce n'est pas pour leur propre compte, mais pour celui de l'ensemble organique.

Or, là aussi la distinction est indispensable entre information et thermodynamique. Quand nous parlons d'amélioration des conditions de vie d'un organisme, il s'agit en réalité du maintien de son équilibre biologique par rapport à l'environnement et par son action sur l'environnement. Ainsi, un organisme n'améliore pas ses conditions de vie lorsque, compte tenu de la quantité d'énergie qu'il libère et qui est exigée de lui par les variations survenant dans l'environnement, il mange au-delà de la quantité nécessaire au rétablissement des constantes de son milieu intérieur, de la concentration en glucose de son plasma par exemple. S'il le fait, il perturbe ses métabolismes, le fonctionnement de ces usines chimiques microscopiques que sont ses cellules, et des maladies apparaissent : obésité, diabète gras, athérosclérose, etc., maladies de pléthore et de consommation qui accélèrent sa déstructuration et sa mort. Il est probable que pour les sociétés humaines une pléthore de consommation existe également, et nous avons tenté plus haut d'en démontrer le mécanisme que nous avons vu basé sur le désir de puissance, alors que seul devrait être assuré l'assouvissement des besoins fondamentaux. C'est dire que si l'analogie entre l'organisme social et l'organisme humain est possible, la croissance et l'expansion doivent avoir des limites. Malheureusement, nous possédons pour contrôler l'équilibre biologique d'un organisme humain des références quantifiables, alors que nous ne savons pas encore quelles sont les constantes thermodynamiques (alimentaires) des groupes sociaux. Combien doivent-ils prélever d'énergie dans l'environnement et pour maintenir quel équilibre (quelle structure) social, pour fournir quel travail, libérer quelle quantité d'énergie mécanique ?

Il semble que nous touchons là au fond de l'analogie. Quand nous parlons du maintien de l'équilibre biologique, facteur de ce que l'on nomme par ces mots dangereux de plaisir, de bien-être, il s'agit en réalité du maintien d'une structure. Il s'agit du maintien des relations, des rapports précis existant à tous les niveaux d'organisation d'un organisme, des molécules à l'ensemble, entre les éléments qui le constituent.

II. LE MAINTIEN DE LA STRUCTURE

Si la structure sociale repose sur l'existence des rapports entre dominants et dominés, sur la promotion sociale basée sur l'élévation hiérarchique dans un cadre professionnel créateur de biens de consommation et non de structures nouvelles dans la connaissance de ce que nous sommes, on peut effectivement prévoir que le moyen d'y parvenir sera l'expansion, la croissance économique apparemment sans fin. Mais on peut prédire aussi la maladie de pléthore et les catastrophes socio-économiques et écologiques que nous commençons à entrevoir.

Aboutissant d'une longue évolution biologique par succès et erreurs, l'organisme humain n'est pas encore capable d'influencer profondément sa structure, jusqu'ici efficace dans l'établissement de sa survie dans la biosphère. L'organisme social, tel que nous le voyons aujourd'hui, n'est-il qu'un échec, du type de celui des grands sauriens du secondaire, et l'évolution n'est-elle possible que par la disparition de cette structure imparfaite basée sur la dominance ? Mais comme une structure est indissociablement liée à la

finalité de son action, n'est-ce pas cette finalité qui doit être changée ?

Le pouvoir politique basé sur l'indispensabilité des classes fonctionnelles n'a pas possibilité de retomber dans de nouvelles dominances et de nouvelles hiérarchies de groupes sociaux, si les informations concernant les structures verticales et horizontales sont largement diffusées, si les finalités de ces structures sont clairement posées, c'est-à-dire si le programme qui exprime l'action du plus grand ensemble, l'ensemble national momentanément, est nettement défini. Mais un programme de cette sorte ne consiste pas à faire une liste d'améliorations à réaliser dans différents chapitres de la vie individuelle et communautaire, ce qui fait obligatoirement penser au poème de Prévert avec son raton laveur. Il ne consiste pas non plus à se contenter de termes généraux vagues faisant référence au plein épanouissement de l'homme, à l'égalité des chances, l'amélioration de la vie, la maîtrise individuelle du destin.

Un tel programme doit définir d'abord ce qu'il mettra à la place de l'expansion, car la motivation de chaque individu, de chaque élément du système en dépendra. Avec l'expansion comme moyen d'atteindre une finalité qui est la dominance, la motivation des individus et des groupes sociaux ne peut être que l'ascension dans l'échelle hiérarchique des dominances. Pour satisfaire au narcissisme congénital, au besoin d'être aimé, admiré, qui accompagne chaque individu de la naissance à la mort et constitue la base affective de ses comportements dès lors que ses besoins énergétiques fondamentaux sont assurés, n'est-il pas possible de privilégier, non la puissance, la dominance hiérarchique, mais la créativité, l'imagination ? Au lieu de motiver l'enfant à être le premier en classe, à trouver ensuite un débouché lucratif et « honorable », au lieu de motiver l'individu à s'élever dans les hiérarchies professionnelles, à rechercher comme un idéal la promotion sociale qui devient sensible par la possession des biens de consommation, n'est-il pas possible de le motiver à imaginer des structures nouvelles jamais encore envisagées, et cela dans quelque discipline que ce soit ? N'est-il pas possible de privilégier une telle créativité, non par un gain matériel ou de pouvoir hiérarchique, professionnel ou politique, mais par la simple reconnaissance publique de cette créativité ? S'il est une seule propriété individuelle à conserver (encore que la notion de propriété même soit discutable), n'est-ce pas la propriété de la création imaginaire ?

On parvient ainsi à cette notion qui nous paraît capitale, c'est que, s'il est indispensable d'éviter tout « pouvoir » personnel, il est sans doute possible de reconnaître un « rôle » individuel dès lors que ce « rôle » n'est assorti d'aucun pouvoir. Le pouvoir doit être réservé au groupe fonctionnel. Le pouvoir politique des classes fonctionnelles, et non professionnelles exclusivement, est fonction de leur indispensabilité et non du degré d'abstraction de l'information professionnelle distribuée par apprentissage. Ce pouvoir de classes fonctionnelles évitera le corporatisme en recherchant la complémentarité telle qu'on peut la définir dans la théorie des ensembles, et non l'antagonisme, tel que par souci de simplification nous l'avons laissé entendre plus haut. L'antagonisme aboutit à la disparition ou à la soumission de l'un des deux éléments en conflit, il aboutit à la dominance. Cela résulte obligatoirement du fait que l'on focalise l'attention et l'action sur une structure incomplète envisagée au niveau d'ensembles restreints et non à celui du plus grand ensemble.

Un tel pouvoir de classes fonctionnelles s'établissant au sein de structures de plus en plus complexes dans le sens vertical et horizontal, exige évidemment, nous l'avons vu, une large diffusion à la fois des informations concernant la dynamique de ces structures, la cybernétique en quelque sorte de ces structures socio-économiques, mais aussi la diffusion des informations concernant la thermodynamique qui les sous-tend, c'est-à-dire concernant l'économie, ou si l'on veut, concernant la manière dont s'écoule à travers elles l'énergie prise à l'environnement et transformée, puis redistribuée par l'homme.

III. LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES ET AUX DÉCISIONS

La « participation », dont on parle beaucoup aujourd'hui, ne doit pas être une participation aux bénéfices, qui dans une société basée sur l'expansion et les dominances hiérarchiques se limitera à la participation aux bénéfices d'une entreprise, recréant la compétition intergroupes, facilitant le maintien des hiérarchies professionnelles par l'espoir d'une égalisation des consommations, et aboutira au maintien des

structures de dominance institutionnalisées, ce qui est d'ailleurs son but réel quoique inavoué. La plus-value créée par le travail humain, quelle qu'en soit la forme plus ou moins abstraite (et qui nous l'avons vu est généralement d'autant plus importante que l'abstraction est plus grande, puisque l'information nourrit aujourd'hui les machines qui remplacent en partie l'homme dans son travail énergétique), cette plus-value existe dans tous les régimes socio-économiques. Dans les régimes capitalistes, elle est en grande partie réinvestie pour assurer la permanence de la domination des dominants et en partie redistribuée pour assurer l'accroissement du pouvoir d'achat des masses dont on oriente la consommation de telle façon que le profit s'accroisse, permettant le maintien des dominances. Dans les pays socialistes, la plus-value devient propriété d'Etat, donc en principe de la collectivité. Mais ce n'est pas la collectivité qui décide de son emploi, mais bien des dominants d'un autre ordre, bureaucrates et technocrates, qui interdisent la diffusion des informations concernant toute autre grille socio-économique et politique susceptible de remettre en question leur dominance. L'institutionnalisation des règles, des préjugés, des automatismes mentaux, nécessaires pour mériter l'appartenance à la bourgeoisie en pays capitalistes, a été remplacée en pays dit socialistes contemporains par l'institutionnalisation des règles, des préjugés et des automatismes mentaux nécessaires pour mériter l'appartenance au parti. Dans les deux cas, dominants et dominés n'ont pas disparu, les hiérarchies subsistent. On conçoit que la participation à la redistribution de la plus-value des entreprises prônée dans certains pays capitalistes est un moyen d'enchaîner le travailleur, non seulement à son entreprise, mais avant tout à un système de vie dont nous avons signalé le danger, à savoir la production pour la production. Une telle conception de la participation travaille en sens strictement inverse de celle que nous avons noté comme désirable, puisqu'elle favorise le corporatisme restreint d'une entreprise, ignore les ouvertures verticales et horizontales, ne motive que pour l'accroissement de la propriété et de la consommation, incite à la dominance intergroupes, au monopolisme et à l'ignorance des pouvoirs de classes fonctionnelles. Elle divise au lieu d'unir. Elle oppose au lieu de complexifier. La participation aux bénéfiques, c'est-à-dire à la redistribution harmonieuse de la plus-value est déjà en principe réalisée par le socialisme contemporain au niveau d'organisation de l'état. Mais la totale ignorance dans laquelle se trouve l'individu du devenir de la plus-value qu'il engendre, de son utilisation et surtout la totale impuissance dans laquelle il se trouve de pouvoir agir sur cette utilisation du fait de l'absence de tout pouvoir politique, de toute information concernant les structures nationales et internationales et leurs activités thermodynamiques, du fait enfin que le pouvoir politique est « trusté » par un groupe restreint d'individus et que la grève elle-même, seul moyen d'exprimer un pouvoir politique, est interdite, fait que cette participation étatique et la redistribution de la plus-value qui en découle restent soumises aux hiérarchies professionnelles et surtout bureaucratiques. Aucune satisfaction nouvelle, aucune motivation « alimentaire » n'en résultant, une ambiance de tristesse résignée se développe, que la récitation par cœur des phrases stéréotypées, les automatismes de pensée inculqués dès l'enfance et conformes à une grille marxiste (variable suivant les régions de la planète où on l'interprète différemment) ne parviennent pas à déridier.

La participation aux décisions assurant la survie d'une entreprise est ce qu'il est convenu d'appeler l'autogestion de cette entreprise par son personnel. Mais après ce que nous avons écrit depuis le début de cet exposé, il est facile de comprendre que ce type d'autogestion n'est concevable qu'à deux conditions fondamentales : 1. la connaissance de l'existence et des mécanismes assurant les ouvertures de ce système fermé qu'est l'entreprise dans le sens vertical et horizontal. 2. la suppression des hiérarchies professionnelles et leur remplacement par un pouvoir politique des classes fonctionnelles. Ce pouvoir politique doit être lui-même alimenté par la connaissance des ouvertures verticales et horizontales, celle des niveaux d'organisation énergétiques (économiques) et informationnels (organisationnels). Sans quoi l'autogestion aboutira encore à un corporatisme fermé d'entreprise ou à un bureaucratisme restreint reproduisant le système des hiérarchies professionnelles ou syndicales.

Nous aboutissons ainsi aux notions précédemment émises que l'autogestion n'a de chance d'être efficace que si l'information généralisée est largement diffusée et que si, en conséquence, l'on donne à chaque individu le temps nécessaire pour la recevoir et pour l'intégrer.

IV. SYNDICATS ET PARTIS

Ceci nous conduit à la question mille fois débattue des rôles respectifs des syndicats et des partis. Quand on lit que le rôle des syndicats « doit se limiter à la défense des intérêts des travailleurs », on constate que la croyance est encore solidement ancrée dans les esprits, tant elle est automatisée dans les comportements, que le bien-être matériel peut être distinct de la dominance et que l'on peut être parfaitement heureux sans pouvoir politique. On devine immédiatement d'ailleurs la motivation paléocéphalique[1] qui guide une telle opinion : conserver aux partis, c'est-à-dire à leurs dirigeants politiques, leur dominance. Nous allons voir que c'est ignorer que, pour ouvrir un système fermé, il est nécessaire de lui fournir des relations aussi bien verticales qu'horizontales, et que c'est ignorer une fois de plus la notion de structure et d'information d'une part, de support thermodynamique d'autre part.

Quels sont les « intérêts » des travailleurs ? Sont-ils purement thermodynamiques, alimentaires, liés aux conditions mêmes du travail ou sont-ils aussi organisationnels, c'est-à-dire informatifs, liés à la possibilité d'agir sur les structures ? Dans ce dernier cas, nous savons qu'une structure ne peut être limitée au niveau d'organisation de l'entreprise et que les structures verticales aboutissent toujours au plus grand ensemble, malheureusement encore national, mais en réalité planétaire.

Il paraît évident que jusqu'à présent les syndicats se sont en général limités à réunir des classes fonctionnelles sur les critères des hiérarchies professionnelles : ouvriers, cadres, patrons, etc., à l'intérieur des professions. Il s'agit donc d'une ouverture horizontale avec fermeture verticale. Il est certain que cette fermeture verticale interdit alors aux syndicats d'exprimer et de défendre une opinion concernant les structures, car celles-ci exigent de remonter au plus grand ensemble dans les deux sens, vertical et horizontal, et à sa finalité. En conséquence, les syndicats ont bien été forcés de se limiter à la thermodynamique, essentiellement au pouvoir d'achat et aux conditions de travail. Ils n'ont utilisé leur « pouvoir » que dans ce sens restreint. Ils n'ont fait sentir l'indispensabilité d'une classe fonctionnelle que pour lui assurer un meilleur pouvoir économique mais très peu structurant.

Le parti politique s'établit au contraire sur une ouverture verticale. Il réunit en son sein des classes fonctionnelles très variées. Il lui est difficile d'utiliser la grève pour exprimer son pouvoir, sans avoir recours à la coopération des syndicats, qui n'étant pas organisés verticalement, mais horizontalement, ne peuvent avoir d'efficacité dans la transformation des structures et surtout des structures verticales.

Il paraît donc difficilement discutable que les systèmes des hiérarchies professionnelles, basées sur le degré d'abstraction de l'information spécialisée, qui fournissent la grille sociologique actuelle, interdisent toujours la participation efficace des syndicats à l'organisation des structures sociales informationnelles, à l'établissement des structures verticales, de même qu'elles interdisent aux partis politiques l'extension horizontale de leur pouvoir aux classes fonctionnelles, si ce n'est par l'intermédiaire d'une démagogie éhontée, la promesse faite à chacune d'elles de réaliser leurs revendications thermodynamiques, en oubliant que leur rôle ne peut être que structural et dans le sens vertical.

Que faut-il d'ailleurs pour faire un homme politique ? Beaucoup d'entre eux l'expriment en pleine inconscience de la signification biologique de leur aveu : rechercher le pouvoir et persuader les autres de vous le donner. Prendre connaissance du léger bagage nécessaire pour accéder aux magouilles électorales, des paroles et écrits des adversaires dix ans avant, savoir utiliser les mouvements de menton, des mains, les silences et les éclats de voix qui font s'enthousiasmer les foules qui disent : « C'est le plus beau, le plus grand ; son sexe, qu'il vient de nous montrer, mérite d'être adoré. Portons son sexe au pouvoir, il nous dédommagera de ne pouvoir utiliser le nôtre, c'est notre père sécurisant, fort et aimable.

» Regardez-les passer à la télévision : jamais un minimum d'humour envers eux-mêmes, envers ce qu'ils disent et ne croient que comme moyen d'établir leur dominance. Des leaders chimpanzés qui parlent. Enlevez-leur la dominance, ils changeront sans doute d'opinion pour en professer une autre capable de la leur restituer. Du fait même qu'ils s'inscrivent dans un parti, ils s'amputent de toute créativité. Mais alors, pourquoi leur accorder un pouvoir ? Et s'ils étaient créateurs, nous avons déjà indiqué qu'il n'y aurait pas plus de raison de leur accorder un pouvoir dans le cadre de leur création. Le pouvoir ne peut être que la propriété d'une classe fonctionnelle basé sur l'indispensabilité, dans le cadre d'une structure, non hiérarchique mais de complexité. Les syndicats doivent donc combiner leur ouverture horizontale à une ouverture verticale, que l'on peut appeler politique si l'on veut, celle concernant l'organisation des structures verticales en tout cas, de même que les partis politiques doivent adapter leur proposition de

structures verticales aux structures horizontales existantes. Mais proposer une structure verticale où les hiérarchies de valeur ont disparu n'implique pas que l'on conserve ces hiérarchies de valeur au sein même de l'organisation du parti. En réalité, il existe aujourd'hui une profession de la chose politique, qui n'est pas basée sur la créativité, mais sur la dominance la plus biologiquement primitive du fait que l'activité professionnelle ne permet pas à chaque individu de s'informer de façon générale sur les lois et la dynamique des structures. Certains d'entre eux se spécialisent donc dans l'acquisition de ces connaissances et prennent alors une position hiérarchique à l'égard de la masse non informée. Ils se satisfont de leur dominance et ne pourraient envisager de sortir du cadre idéologique du parti car ce serait perdre leur dominance. C'est une des raisons principales de la sclérose idéologique des partis.

En résumé, si nous conservons comme propriété distinctive des syndicats l'ouverture horizontale, celle-ci ne doit exister qu'en fonction de l'ouverture verticale, en d'autres termes les syndicats doivent avoir une connaissance des structures politiques et un pouvoir vertical, politique. Si nous conservons comme propriété distinctive des partis politiques l'organisation verticale des structures sociales, elle ne peut s'exprimer qu'en s'appuyant sur le pouvoir politique, informationnel de l'ouverture horizontale des syndicats. Et cet ensemble structuré n'est réalisable qu'en enlevant aux hiérarchies professionnelles leur pouvoir politique et en donnant au pouvoir syndical, non pas seulement une activité revendicative concernant « les intérêts » digestifs des classes fonctionnelles, mais bel et bien un pouvoir politique vertical d'organisation sociale.

CONCLUSION

Il est facile de taxer une telle construction d' « intellectualisme ». Notons qu'en son temps Marx ne fit pas autre chose, et que les compagnies de chimpanzés ou de grands anthropoïdes, que l'on ne peut accuser d'intellectualisme, en sont encore au stade de la cueillette dans les zones très restreintes qui la permettent et autorisent ainsi leur survie. Ce qui distingue le type d'intellectualisme auquel nous venons de succomber, d'avec ceux qui l'ont précédé c'est, je pense, qu'il ne manipule pas seulement des mots, mais s'appuie sur des faits expérimentaux. Ces faits expérimentaux n'ont jamais jusqu'ici été pris en considération, tout simplement parce que la biologie des comportements est une science récente, encore en pleine évolution. Elle tente d'intégrer les différents niveaux d'organisation qui s'étagent de la molécule aux comportements humains en situation sociale. Elle ne se limite pas au langage conscient, épuisé, en pleine inconscience de leur inconscient, par les philosophes. Non plus qu'à l'observation, de l'extérieur, du fonctionnement du système nerveux ou qu'à cette approche langagière, faussée par l'intermédiaire du langage, que représentent les méthodes des psychologues. Elle ne prétend pas pénétrer l'inconscient comme certains psychanalystes l'envisagent, mais se contente de mettre en évidence les mécanismes biochimiques et neurophysiologiques qui en sont les supports matériel et fonctionnel, comme ils sont ceux de la mémoire, de l'attention, de l'imagination, du plaisir et du déplaisir, de la dominance, de l'affectivité, des différents types d'agressivité, des différentes émotions, des « sentiments », des automatismes socioculturels, etc.

Une telle construction n'est « intellectuelle » qu'en tant qu'elle cherche à découvrir des structures et qu'il ne peut y avoir de connaissances que structurales. Mais elle cherche à les établir à partir de faits observés à des niveaux d'organisation qui n'avaient jamais jusqu'ici été pris en considération, bien que contribuant pour une large part à l'établissement des faits sociaux, politiques et économiques. Surtout, elle montre que ces structures ne sont pas cristallisées mais dynamiques, qu'elles représentent des systèmes d'ouverture sur le plan thermodynamique et informationnel. Cela ne veut pas dire que les structures mises en évidence représentent une vérité aux niveaux d'organisation où nous les avons introduites dans leur activité dynamique et historique. Du moins cet essai a-t-il l'espoir de contribuer à les prendre en considération, à considérer l'existence de leur « pouvoir de classe fonctionnelle » sans pour autant susciter un corporatisme biologique, une dominance disciplinaire. Celle-ci irait à l'encontre des ouvertures verticales et horizontales et de la recherche de la complémentarité qui n'est qu'une autre façon de définir l'interdisciplinarité. Cette dernière est comme la lune : on en parle beaucoup, mais on y va exceptionnellement.

Certains pourront trouver que cette approche présente un danger de « désengagement », de « démobilisation » des masses. Tout d'abord, cet argument n'est vrai que dans la mesure où les masses se trouvent « engagées » et « mobilisées » sur des schèmes anciens, dont ceux présentés ici font la critique. Dans la mesure où les idées que nous venons de développer participent à la déstructuration d'automatismes idéologiques ou culturels, elles peuvent en effet être considérées comme démobilisantes. Mais le leur reprocher, c'est par ailleurs nier l'évolution, nier la recherche d'une vérité nouvelle, et il n'y aurait aucune raison de ne pas continuer à mobiliser aujourd'hui les masses sur les idées qui les ont entraînées à la guerre de 14-18.

Il n'est pas impossible au contraire que ces idées soient mobilisatrices. Mobilisatrices de l'imagination, de la créativité, c'est-à-dire de la compréhension des mécanismes qui président à la dynamique des structures. Or il existe une certitude humaine contemporaine, c'est que l'action ne peut continuer à être motivée par l'hypothalamus instinctif ou les automatismes limbiques, mais a tout intérêt à l'être par le cortex imaginant.

Enfin, notre but n'était pas actuellement, en écrivant ces pages, de déboucher sur une praxis. Nous avons déjà dit combien nous avons de méfiance envers le mythe d'Icare. Nous pensons qu'il est préférable de connaître avant d'agir, ne serait-ce que dans l'espoir, lorsque l'action s'engage, de nouveaux schémas structuraux ayant été élaborés, d'éviter que cette action n'aboutisse qu'à reproduire, à quelques variantes près, les situations et les erreurs du passé.

Chapitre I :

1. *Environnement* : ensemble des objets et des êtres qui entourent immédiatement un individu. Celui-ci est alors considéré comme situé au sein d'une « niche » constituée par son environnement. On parle aussi de « milieu » pour décrire l'ensemble des conditions physiques, chimiques et biologiques dans lequel se développe un organisme.

2. *Homéostasie* : tendance de l'organisme à maintenir constantes ses caractéristiques biologiques et physiologiques, en particulier celles de son milieu intérieur. Homéostasier : néologisme à partir du mot précédent, exprimant l'action de maintenir constantes les caractéristiques d'un ensemble.

3. *Photon* : quantum de rayonnement électromagnétique. On admet que l'énergie de rayonnement est en fait une série discontinue de minuscules grains d'énergie (hypothétiques), les photons. Chacun de ces grains tombant sur la matière est capable d'en expulser un électron, ce qui permet d'établir l'équivalence entre énergie de rayonnement et énergie électrique, suivant l'expression $hf = \frac{1}{2} mv^2 = eV$, où h = constante de Planck ; f = fréquence de la radiation ; m = masse de l'électron ; e = sa charge ; v = sa vitesse ; V = différence de potentiel.

4. *Les comportements. Biologie, physiologie, pharmacologie*, Masson et Cie, 1973.

Chapitre II :

1. *Cortex cérébral* : partie la plus superficielle du cerveau. Elle est apparue tardivement au cours de l'évolution des espèces animales et s'est développée dans la série des mammifères pour atteindre son plus grand développement chez les grands anthropoïdes et surtout chez l'homme.

2. *Thermodynamique* : branche de la physique qui traite des relations existant entre les phénomènes thermiques et les phénomènes mécaniques (travail ou énergie mécanique).

3. *Hypothalamus* : région la plus primitive du cerveau, la plus ancienne, où sont programmés de façon innée les comportements les plus immédiatement indispensables à la survie, ceux qui assurent directement le maintien de l'homéostasie.

4. *Système limbique* : région plus récente du cerveau apparue avec les vieux mammifères (hérisson) et nécessaire à la mémoire, elle-même indispensable à l'affectivité et à l'apprentissage. Le système limbique est donc à la base de l'acquisition des automatismes aussi bien gestuels que conceptuels.

Chapitre III :

1. *Endonationale* : néologisme exprimant que cette organisation est celle située « à l'intérieur » (endo) de la nation. On peut en inférer que les organisations « inter nationales sont aussi « exo » nationales par rapport à une nation donnée.

Chapitre IV :

1. *Manufacture* (de manus = main et facio = faire) : fait à la main. — *Mécano facturé* : néologisme signifiant que l'objet est fait à la machine.

Chapitre V :

1. *Motivation paléocéphalique* : motivation dont l'origine réside dans la partie la plus ancienne (paléo),

donc la plus primitive de l'encéphale (cerveau) humain.